

Les Balkans occidentaux dans l'Union européenne : entre conditionnalité, rivalités géopolitiques et transformation de l'acteur européen depuis la guerre en Ukraine

Auteur : Foramitti, Olivier

Promoteur(s) : Lika, Liridon

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2025-2026

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/26518>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Travail de Fin d'Études

En vue de l'obtention du master en sciences politiques, à finalité spécialisée en relations
internationales

*Les Balkans occidentaux dans l'Union européenne : entre
conditionnalité, rivalités géopolitiques et transformation de
l'acteur européen depuis la guerre en Ukraine.*

Promoteur : Pr. Liridon LIKA

Lecteurs : Pr. Julien POMARÈDE & Pr. Anton VUKPALAJ

Année académique 2025 - 2026

Je remercie avant tout le Professeur Lika, mon promoteur, pour son accompagnement, sa disponibilité et ses conseils précieux tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Je remercie également toutes les personnes qui m'ont accompagné dans l'élaboration de ce mémoire, principalement Monsieur Dopchie, Monsieur le Professeur Vukpalaj ainsi que Monsieur le Professeur Vlassis.

Je remercie enfin mes proches pour leur soutien et leurs encouragements constants, qui ont rendu possible l'aboutissement de ce qui constitue un chapitre important de ma vie.

Table des matières

TABLE DES ACRONYMES.....	5
INTRODUCTION	6
1. DE L'ACTORNESS EUROPÉEN À SA GÉOPOLITISATION : FONDEMENTS THÉORIQUES DU EU	
<i>GEOPOLITICAL ACTORNESS</i>	9
1.1. L'émergence et l'évolution du concept d'actorness de l'Union européenne	9
1.1.1. L'Union européenne : un acteur atypique des relations internationales	9
1.1.2. Sjöstedt et les fondements institutionnels de l'actorness européen	10
1.1.3. Vers une conception relationnelle et multidimensionnelle	11
1.1.4. L'efficacité comme nouveau critère de l'actorness européen	13
1.1.5. La consolidation inachevée de l'actorness européen	13
1.2. Vers une redéfinition géopolitique de l'actorness européen	14
1.2.1. Du libéralisme à la géopolitique : un tournant contraint	14
1.2.2. Définition et fondements du EU geopolitical actorness	14
1.2.3. La guerre en Ukraine : catalyseur d'une transformation amorcée	15
1.2.4. Limites et tensions du geopolitical actorness de l'Union européenne	17
1.2.5. Vers une définition opérationnelle du EU geopolitical actorness	17
2. LA POLITIQUE D'ÉLARGISSEMENT : CADRE JURIDIQUE ET DYNAMIQUES CRITIQUES	19
2.1. La procédure d'adhésion au regard du Traité sur l'Union européenne	19
2.2. Le Processus de Stabilisation et d'Association : la pré-adhésion comme instrument de transformation	20
2.3. Fatigue de l'élargissement et crise de la conditionnalité	21
2.3.1. Le signal pervers du cas hongrois et ses effets d'exemplarité négative	21
2.3.2. La stabilitocratie comme mode de gouvernement structurel	22
2.4. Trajectoires comparatives des six États candidats des Balkans occidentaux : entre avancées et blocages structurels	24
2.4.1. Les candidats les plus avancés : Monténégro et Albanie	24
2.4.2. Les candidats structurellement contraints : Serbie, Kosovo et Macédoine du Nord	25
2.4.3. Le cas particulier : Bosnie-Herzégovine	27
2.5. Les contentieux bilatéraux comme révélateurs des limites de l'élargissement	28
2.5.1. La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie	28
2.5.2. Le différend bulgare-macédonien : l'instrumentalisation des identités nationales comme levier de veto	29
2.5.3. Republika Srpska : instrument d'ingérence de la Serbie en Bosnie-Herzégovine	30
2.6. Conclusion intermédiaire	30
3. LES BALKANS OCCIDENTAUX DANS LA GÉOPOLITIQUE EUROPÉENNE	32
3.1. L'UE comme puissance normative dans les Balkans occidentaux : apports et limites	32
3.1.1. L'utilisation de la puissance normative dans les Balkans occidentaux	32
3.1.2. La conditionnalité démocratique comme outil de projection	34
3.1.2.1. La conditionnalité comme instrument de crédibilité externe	34
3.1.2.2. La remise en cause de la conditionnalité dans les Balkans occidentaux	35
3.1.3. La crise interne comme facteur d'affaiblissement normatif	35
3.1.3.1. Les crises de l'État de droit et leurs effets d'exemplarité négative	35
3.1.3.2. L'impact de l'incohérence interne sur la capacité normative externe	36
3.2. Rivalités extérieures dans les Balkans occidentaux	37
3.2.1. La Russie comme acteur de déstabilisation stratégique	37
3.2.1.1. Le « soft power » russe : une approche stratégique	37
3.2.1.2. Les leviers d'influence russes dans les Balkans occidentaux	38
a) Leviers politiques et identitaires	38
b) Leviers médiatiques et informationnels	39
c) Leviers énergétiques	40
3.2.2. La Chine comme partenaire économique alternatif	40
3.2.2.1. L'expansion économique chinoise dans les Balkans occidentaux	40
3.2.2.2. Les effets de l'endettement et de la dépendance financière	41
3.3. Conclusion intermédiaire	42
4. L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAÏNE : UNE RUPTURE OU UNE CONTINUITÉ DANS LA POLITIQUE D'ÉLARGISSEMENT ?	43
4.1. La guerre en Ukraine et l'affirmation du EU geopolitical actorness	43

4.1.1.	Le choc stratégique de 2022 et la redéfinition des priorités européennes	44
4.1.1.1.	<i>L'invasion russe comme rupture sécuritaire majeure</i>	<i>44</i>
4.1.1.2.	<i>Le renforcement des instruments de politique étrangère et de sécurité.....</i>	<i>44</i>
4.1.2.	L'octroi du statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie	46
4.1.2.1.	<i>Une décision fondée sur des impératifs géopolitiques.....</i>	<i>46</i>
4.1.2.2.	<i>Les implications pour la conditionnalité démocratique</i>	<i>47</i>
4.1.3.	Les répercussions sur les Balkans occidentaux.....	48
4.1.3.1.	<i>Le sentiment de différenciation et de traitement inégal</i>	<i>48</i>
4.1.3.2.	<i>Les ajustements des États balkaniques face au nouveau contexte.....</i>	<i>49</i>
4.2.	Vers une reconfiguration géopolitique de l'élargissement européen ?.....	51
4.2.1.	Des trajectoires nationales différenciées face à la nouvelle logique géopolitique	51
4.2.1.1.	<i>La Serbie : entre non-alignement stratégique et perte de crédibilité</i>	<i>51</i>
4.2.1.2.	<i>La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo : fragilités institutionnelles et enjeux sécuritaires</i>	<i>52</i>
4.2.2.	Les États les plus avancés dans le processus d'adhésion	53
4.2.2.1.	<i>L'Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord : vers un éventuel fast-track?.....</i>	<i>53</i>
4.2.2.2.	<i>Les risques d'une intégration différenciée au sein des Balkans occidentaux.....</i>	<i>54</i>
4.3.	Conclusion intermédiaire	56
CONCLUSION		57
BIBLIOGRAPHIE		59
ANNEXES		76

Table des acronymes	
<i>UE</i>	<i>Union européenne</i>
<i>CE</i>	<i>Communauté européenne</i>
<i>TUE</i>	<i>Traité sur l'Union européenne</i>
<i>PESC</i>	<i>Politique étrangère et de sécurité commune</i>
<i>PSA</i>	<i>Processus de stabilisation et d'association</i>
<i>ASA</i>	<i>Accords de stabilisation et d'association</i>
<i>CJUE</i>	<i>Cour de Justice de l'Union européenne</i>
<i>OTAN</i>	<i>Organisation du Traité de l'Atlantique nord</i>
<i>SNS</i>	<i>Parti progressiste serbe</i>
<i>EULEX</i>	<i>European Union Rule of Law Mission in Kosovo</i>
<i>IAP</i>	<i>Instrument d'aide préadhésion</i>
<i>TPIY</i>	<i>Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie</i>
<i>RT</i>	<i>Russia Today</i>
<i>NIS</i>	<i>Naftna Industrija Srbija</i>
<i>TAP</i>	<i>Trans Adriatic Pipeline</i>
<i>BRI</i>	<i>Belt and Road Initiative</i>
<i>EDIRPA</i>	<i>European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act</i>
<i>ASAP</i>	<i>Act in Support of Ammunition Production</i>
<i>EDIP</i>	<i>European Defence Industry Programme</i>

Introduction

Le 24 février 2022, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a constitué la rupture sécuritaire la plus significative sur le continent européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale¹. Face à cette rupture géopolitique majeure², l'Union européenne (UE) a répondu par une série de mesures inédites qui ont sensiblement accéléré son virage géopolitique. Parmi les politiques affectées par ce tournant figure la politique d'élargissement, longtemps reléguée au second rang des priorités institutionnelles. Or, le retour de la guerre sur le continent européen semble avoir redonné à cette politique une centralité stratégique qu'elle avait progressivement perdue depuis le grand élargissement de 2004-2007 et l'adhésion croate de 2013.

Le terme « Balkans occidentaux » émerge lors du Conseil européen de Vienne en 1998, pour désigner une région qui, dans sa configuration actuelle, comprend six États : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie, la Slovénie et la Croatie ayant depuis rejoint l'UE. Depuis le Conseil européen de Thessalonique en 2003, l'UE a solennellement affirmé que l'avenir des Balkans occidentaux se trouve en son sein. Plus de vingt ans plus tard, aucun des six États concernés n'a rejoint l'organisation. Cette promesse non tenue constitue l'énigme politique au cœur de ce travail, et elle ne s'explique pas par une simple inertie procédurale.

Trois séries de tensions structurelles en rendent compte. La première est interne à l'UE : la crédibilité d'une conditionnalité démocratique exigée des candidats balkaniques est directement fragilisée lorsque certains États membres s'en écartent durablement. Le cas hongrois est emblématique : contrôle des médias, politisation de la justice, remise en cause de l'indépendance institutionnelle, sans que cela ne remette en question sa pleine participation à l'UE. La deuxième est géopolitique : la stagnation de l'élargissement a créé un *power vacuum* que des puissances concurrentes ont progressivement occupé, la Russie via ses leviers identitaires et énergétiques, la Chine via des investissements infrastructurels massifs et peu conditionnés politiquement. La troisième est structurelle : le *geopolitical actorness* européen était déjà fragilisé avant 2022 - la guerre en Ukraine le révèle autant qu'elle le reconfigure.

¹ BORRELL, J., « L'Europe dans l'interrègne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine », *RED*, 2023, vol. 1, n° 5, p. 116.

² Le terme 'géopolitique' est entendu ici dans son acception élargie, intégrant les dimensions économique, politique, militaire et énergétique, telle que définie en 1.2.1.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'objectif de ce mémoire : évaluer dans quelle mesure la guerre en Ukraine a effectivement reconfiguré la politique d'élargissement à l'égard des Balkans occidentaux, en distinguant ce qui relève d'une transformation structurelle du *geopolitical actorness* européen de ce qui ne constitue qu'une adaptation des contradictions préexistantes. La question de recherche structurant ce mémoire est donc la suivante : dans quelle mesure la transformation du rôle géopolitique de l'Union européenne, accélérée par la guerre en Ukraine, reconfigure-t-elle la politique d'élargissement à l'égard des Balkans occidentaux ?

Pour y répondre, ce mémoire mobilise le concept de *EU geopolitical actorness* ou capacité d'acteur géopolitique européenne, dont le caractère relativement récent et encore peu consolidé dans la littérature scientifique justifie qu'une partie entière lui soit consacrée. Nous soutenons que l'UE est désormais dotée d'une capacité d'acteur géopolitique et que la politique d'élargissement peut être envisagée comme l'un de ses instruments privilégiés. Ce cadre théorique permet de dépasser l'approche exclusivement normative habituellement mobilisée pour analyser le comportement de l'UE sur la scène internationale.

Ce mémoire repose sur une méthode d'analyse qualitative combinant trois types de sources. Premièrement, des documents officiels : rapports d'institutions, discours officiels, conclusions du Conseil européen, communications de la Commission et résolutions du Parlement européen. Deuxièmement, une revue de la littérature scientifique portant sur l'*actorness* européen, la politique d'élargissement et les dynamiques géopolitiques dans les Balkans occidentaux, complétée par de la littérature grise afin de tenir compte des évolutions les plus récentes du contexte international. Une attention particulière a été portée aux différents biais possibles dans certaines analyses, notamment des travaux produits par des chercheurs originaires des pays concernés. Troisièmement, trois entretiens semi-directifs ont été conduits : le premier a été réalisé auprès d'un chercheur doctorant en science politique à l'Université de Liège, dont les recherches sont centrées sur les Balkans occidentaux (voy. Annexe n°1) ; le second auprès d'une chercheuse doctorante de l'Université Libre de Bruxelles, affiliée au Centre d'Étude de la Vie Politique, dont l'axe d'analyse porte sur les dynamiques internes aux sociétés balkaniques (voy. Annexe n°2) ; le troisième s'est déroulé avec un Professeur de science politique de l'Université de Pristina au Kosovo, formé à l'Université Paris-Sorbonne, dont la perspective kosovare interne couplée à une formation européenne constituait un apport analytique privilégié (voy. Annexe n°3). Des entretiens supplémentaires, notamment auprès du Ministère des Affaires étrangères et de la Représentation Permanente belge auprès de l'UE, étaient en cours d'acheminement mais n'ont pu être conduits en raison du contexte international

de mai 2026. Conformément à la Charte ULiège d'utilisation des intelligences artificielles génératives, j'ai eu recours, dans une moindre mesure, à l'outil Claude (Anthropic) dans le cadre de ce travail, à trois fins : comme assistant à la structuration analytique et à la recherche d'informations, ainsi qu'à la révision stylistique. Toutes les sources ont été vérifiées dans leur contenu original. L'ensemble des arguments, interprétations et choix analytiques sont le produit de mon propre travail intellectuel.

Ce mémoire s'articule en quatre parties. La première construit le cadre théorique en retraçant l'évolution du concept d'*actorness* européen à travers trois vagues successives de conceptualisation, avant de proposer une définition opérationnelle du *EU geopolitical actorness* qui servira de grille d'analyse pour l'ensemble du mémoire. La deuxième examine la politique d'élargissement dans les Balkans occidentaux dans sa dimension juridique et empirique : cadre procédural, Processus de Stabilisation et d'Association (PSA), état comparatif des six candidats, contentieux bilatéraux, et crise de la conditionnalité. La troisième replace ces dynamiques dans leur contexte géopolitique en analysant les limites du rôle normatif de l'UE d'une part, et la manière dont la Russie et la Chine ont progressivement comblé le *power vacuum* laissé par la stagnation de l'élargissement d'autre part. La quatrième et dernière partie examine l'impact de la guerre en Ukraine sur la politique d'élargissement dans les Balkans occidentaux, en distinguant ce qui relève d'une transformation structurelle du *geopolitical actorness* européen de ce qui ne constitue qu'une adaptation conjoncturelle de contradictions préexistantes.

1. De l'actorness européen à sa géopolitisation : fondements théoriques du EU geopolitical actorness

Dans cette première partie, nous retraçons l'évolution du concept d'*actorness* européen à travers trois vagues successives de conceptualisation (voy. 1.1.), avant de procéder à sa redéfinition géopolitique : en situant le *EU geopolitical actorness* par rapport à la puissance normative, en analysant le rôle catalyseur de la guerre en Ukraine et en identifiant les limites structurelles de ladite puissance (voy. 1.2.). Nous proposons, finalement, une définition opérationnelle du concept qui servira de grille d'analyse pour l'ensemble du mémoire (voy. 1.2.5.).

1.1. L'émergence et l'évolution du concept d'actorness de l'Union européenne

Avant de procéder à une redéfinition géopolitique de l'*actorness* européen, il convient de retracer l'évolution du concept dans la littérature, à travers trois vagues successives de conceptualisation qui ont progressivement enrichi et complexifié ce cadre théorique.

1.1.1. L'Union européenne : un acteur atypique des relations internationales

C'est Jacques Delors, qui, le premier, a qualifié l'UE « d'objet politique non-identifié »³, soulignant par-là « qu'il ne s'agit ni d'un État ni d'une simple organisation internationale, mais de quelque chose entre les deux qui dispose des caractéristiques de l'un et de l'autre »⁴. Cette formule révèle l'inadéquation des catégories classiques face à la singularité de la construction européenne. En effet, la définition du statut de l'UE dans le paysage des relations internationales demeure une tâche complexe, en raison de sa constante évolution sous l'effet des transformations du contexte extérieur⁵. Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'un groupe de chercheurs pionniers a proposé une nouvelle acception du concept d'« acteur global »⁶ (*global actor*), fondée sur une conception élargie des entités susceptibles d'être appréhendées sous ce lexique, intégrant de fait la Communauté européenne (CE)⁷. Si cette évolution conceptuelle constitue une avancée indéniable, elle ne suffit pas à résoudre le débat :

³ RHINARD, M. et SJOSTEDT, G., "The EU as a Global Actor: A new conceptualization four decades after 'actorness'", *UI Paper*, 2019, n° 6, p. 4.

⁴ SANTANDER, S., « L'Union Européenne, un inépuisable objet d'étude », *Cahiers de Science Politique de l'Université de Liège*, 2021, p. 7.

⁵ RAQUEL FREIRE, M. *and al.*, "EU Global Actorness in a World of Contested Leadership: Policies, Instruments and Perceptions", in RAQUEL FREIRE, M. *and al.* (dir.), *EU Global Actorness in a World of Contested Leadership. Policies, Instruments and Perceptions*, Cham, Palgrave Macmillan, 2022, p. 2.

⁶ RHINARD, M. et SJOSTEDT, G., "The EU as a Global Actor: A new conceptualization four decades after 'actorness'", *op. cit.*, p. 4.

⁷ *Loc. cit.*

la notion d'acteur demeure polysémique et disputée, et se distingue par ailleurs de celle d'*actorness* telle que définie par Gunnar Sjöstedt⁸.

La littérature en relations internationales propose plusieurs définitions de la notion d'acteur, dont la mise en regard révèle des approches complémentaires. Pour Marcel Merle, « par acteur international, il faut entendre toute autorité, tout organisme, tout groupe et même, à la limite, toute personne susceptible de jouer un rôle dans le champ social – en l'espèce sur la scène internationale »⁹. Dario Battistella affine cette approche en définissant l'acteur comme « toute entité dont les actions transfrontalières affectent la distribution des ressources et la définition des valeurs à l'échelle planétaire »¹⁰, introduisant ainsi une exigence d'effectivité concrète absente de la définition précédente. Michel Crozier et Erhard Friedberg adoptent quant à eux une perspective résolument stratégique, en concevant l'acteur comme « une entité collective ou un individu capable de concevoir une stratégie qui lui soit propre et d'agir de façon autonome afin de réaliser certains objectifs »¹¹, plaçant l'autonomie décisionnelle au cœur de la définition. Ces trois approches, bien que complémentaires, ont été initialement forgées en prenant l'État comme référent central. C'est précisément ce présupposé qui conduit les tenants de l'approche réaliste à refuser d'étendre la couverture conceptuelle à l'UE, au motif « qu'elle n'est ni un État ni une entité politique constituée (...) »¹². Cette position illustre les limites des cadres analytiques traditionnels face à un objet aussi singulier que l'UE et justifie le recours à un concept spécifiquement adapté à sa nature : celui d'*actorness*, dont la première conceptualisation est l'œuvre de Gunnar Sjöstedt en 1977.

1.1.2. Sjöstedt et les fondements institutionnels de l'actorness européen

C'est en 1977 que s'opère le véritable changement de paradigme dans l'appréhension du statut de l'UE sur la scène internationale, lorsque Gunnar Sjöstedt introduit le concept d'*actorness*, traduit en français par « capacité d'acteur »¹³ (*actor capacity*), qu'il définit comme « la capacité à agir de manière délibérée dans le cadre de ses relations avec d'autres acteurs dans le système international »¹⁴. Sjöstedt déplace ainsi le débat : il ne s'agit plus de déterminer

⁸ SJOSTEDT, G., *The External Role of the European Community*, Farnborough, Saxon House, 1977, p. 16.

⁹ MERLE, M., *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 4^{ème} édition, 1988, p. 317.

¹⁰ BATTISTELLA, D., SMOUTS, M.-C., et VENNESSON, P. *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2012, p. 1.

¹¹ CROZIER, M., et FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système*, dans RICHARD, Y. et VAN HAMME, G., « L'Union européenne, un acteur des relations internationales. Étude géographique de l'actorness européenne », *L'Espace géographique*, 2013, vol. 1, n° 42, p. 15.

¹² *Ibid.*, p. 16.

¹³ KLOZE, S., "Theorizing the EU's Actorness: Towards an Interactionist Role Theory Framework", *Journal of Common Market Studies*, 2018, vol. 56, n° 5, p. 1145.

¹⁴ SJOSTEDT, G., *The External Role of the European Community*, *op. cit.*, p. 16 (notre traduction).

si l'UE *est* un acteur au sens classique du terme, mais d'évaluer dans quelle mesure elle *dispose* de la capacité d'agir en tant que telle, distinction qui constitue le fondement de toute la littérature ultérieure sur le sujet.

Selon Sjöstedt, cette capacité est subordonnée à la réunion de trois conditions cumulatives : « (1) la délimitation de l'entité par rapport aux autres acteurs ; (2) son autonomie dans le processus de prise de décision ; (3) sa personnalité légale et sa capacité diplomatique de conduire des négociations avec un acteur tiers »¹⁵. Appliquant ce triple critère à l'UE, Yann Richard et Gilles Van Hamme¹⁶ démontrent que celle-ci satisfait à chacune de ces exigences : la première par les valeurs communes aux États membres, consacrées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE) ; la deuxième par le haut niveau de légitimité des processus décisionnels de l'UE ; la troisième, enfin, par l'octroi d'une personnalité juridique propre avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009, qui confère à l'UE la capacité d'agir dans le domaine de la *high politics* et de formuler des priorités autonomes en matière de politique étrangère¹⁷. Sjöstedt formulait ces critères en 1977, c'est donc de manière rétrospective que l'UE peut être considérée comme satisfaisant à la troisième condition. Si cette première vague de conceptualisation a le mérite de poser des critères clairs et opérationnels, elle se concentre essentiellement sur les conditions internes et institutionnelles de l'action, laissant dans l'ombre la dimension relationnelle et contextuelle de l'*actorness* européen, lacune que la vague suivante s'attachera précisément à combler.

1.1.3. Vers une conception relationnelle et multidimensionnelle

La seconde vague de conceptualisation, initiée par Joseph Jupille et James A. Caporaso en 1998, prolonge et enrichit le cadre Sjöstedtien. Ces auteurs soutiennent « que la capacité de l'UE à agir au niveau international reposerait non seulement sur l'autorité juridique de l'UE et son autonomie décisionnelle, mais aussi sur la reconnaissance par des tiers et la coopération entre les États membres »¹⁸, introduisant ainsi une logique relationnelle absente de la première vague. Ils distinguent à cet effet quatre dimensions : la cohérence (*cohesion*), entendue comme

¹⁵ SIMAO, L., "Unpacking the EU's International Actorness: Debates, Theories and Concepts", in RAQUEL FREIRE, M. and al. (dir.), *EU Global Actorness in a World of Contested Leadership. Policies, Instruments and Perceptions*, Cham, Palgrave Macmillan, 2022, p. 16 (notre traduction).

¹⁶ RICHARD, Y. et VAN HAMME, G., « L'Union européenne, un acteur des relations internationales. Étude géographique de l'*actorness* européenne », *op. cit.*, p. 17.

¹⁷ SAURUGGER, S., *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 301.

¹⁸ JUPILLE, J. and CAPORASO, J.A., "States, Agency and Rules: The European Union in Global Environmental Politics", in KLOZE S., "Theorizing the EU's Actorness: Towards an Interactionist Role Theory Framework", *op. cit.*, p. 1146.

la capacité à articuler des préférences sociales et politiques mutuellement compatibles ; l'autorité (*authority*), renvoyant à la légitimité et à la capacité d'agir dans un cadre juridiquement fondé ; l'autonomie (*autonomy*), définie comme l'aptitude de l'acteur à formuler et mettre en œuvre des actions de manière indépendante ; et enfin, la reconnaissance (*recognition*), désignant l'acceptation par les autres acteurs du système international d'interagir avec lui en tant qu'entité à part entière¹⁹. L'apport décisif réside dans cette dimension de reconnaissance : l'*actorness* européen n'est plus seulement une propriété interne de l'UE, mais le produit d'une interaction entre ses capacités propres et la manière dont les autres acteurs la perçoivent et l'acceptent.

Cette réflexion est approfondie par Charlotte Bretherton et John Vogler, qui définissent la capacité d'acteur comme appartenant à une entité qui « présente un degré d'autonomie par rapport à son environnement extérieur, à ses constitutions internes, et qui est capable d'atteindre son but ou sa volonté »²⁰. Ils proposent trois dimensions complémentaires : l'opportunité (*opportunity*) renvoyant aux facteurs externes qui contraignent ou facilitent l'action de l'acteur ; la présence (*presence*) désignant la capacité de l'UE, du seul fait de son existence, à exercer une influence au-delà de ses frontières ; la capacité (*capability*) renvoyant à la disponibilité des instruments politiques et à l'aptitude à les mobiliser efficacement²¹. Ce triptyque est particulièrement pertinent pour notre objet d'étude : la guerre en Ukraine a précisément reconfiguré ces trois dimensions²² en créant une opportunité géopolitique inédite, en renforçant la présence normative de l'UE et en testant ses capacités réelles d'action dans son voisinage immédiat²³. Il est néanmoins significatif que, malgré le renforcement institutionnel apporté par le Traité de Maastricht en 1992, la capacité de l'UE à produire un impact concret dans les affaires internationales a sensiblement diminué dans la période post-Guerre froide²⁴, confirmant l'observation de Maria Raquel Freire selon laquelle l'*actorness* européen est davantage mobilisable sur le plan conceptuel qu'empiriquement²⁵ jusqu'au tournant que constitue l'agression russe en Ukraine en février 2022. C'est précisément cette question de l'efficacité

¹⁹RICHARD, Y. et VAN HAMME, G., « L'Union européenne, un acteur des relations internationales. Étude géographique de l'*actorness* européenne », *op. cit.*, p. 17.

²⁰BRETHERTON, C. and VOGLER, J., *The European Union as a Global Actor*, New York, Routledge, 2005, p. 16 (notre traduction).

²¹*Ibid.*, pp. 24-25.

²²DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *European Foreign Affairs Review* 29, n° 2, 2024, p. 160.

²³SIMAO, L., "Unpacking the EU's International Actorness: Debates, Theories and Concepts", *op. cit.*, p. 16.

²⁴*Ibid.*, p. 16.

²⁵*Ibid.*, p. 4.

concrète de l'*actorness* européen que la troisième vague de conceptualisation place au cœur de son analyse.

1.1.4. L'efficacité comme nouveau critère de l'actorness européen

La troisième vague déplace le questionnement : il ne s'agit plus seulement d'identifier les conditions de l'*actorness* européen, mais d'évaluer son efficacité concrète. Eugenia Conceicao-Heldt et Sophie Meunier mettent en évidence le rôle central de la cohésion entre États membres dans la capacité de l'UE à exercer un leadership international²⁶. Cette orientation vers l'efficacité est décisive pour notre propos : elle ouvre la voie à une analyse proprement géopolitique de l'*actorness* européen, dimension que nous proposons d'examiner dans la section suivante. Avant d'y procéder, il convient toutefois de dresser un bilan de la consolidation, encore inachevée, du statut d'acteur de l'UE, dont les limites constituent précisément le point de départ de la réflexion géopolitique.

1.1.5. La consolidation inachevée de l'actorness européen

La question du statut de l'UE en tant qu'acteur des relations internationales peut aujourd'hui être considérée comme tranchée sur le plan théorique. Les clarifications successives apportées par Bretherton et Vogler d'une part, Jupille et Caporaso d'autre part, conjuguées aux avancées institutionnelles du Traité de Lisbonne²⁷ - ont définitivement ancré l'UE dans le paysage des acteurs internationaux, en tant qu'entité capable « d'influencer d'autres États et organisations internationales en plus d'être influencés par eux »²⁸. Cette reconnaissance se matérialise à travers une progression stratégique lisible, de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC) à l'*European Union Global Strategy* (2016), traduisant un effort constant d'alignement entre ambitions affichées, capacités réelles²⁹ et attentes extérieures³⁰.

L'évolution du concept d'*actorness* européen à travers ces trois vagues de conceptualisation dessine une trajectoire analytique cohérente. Si le débat sur le *statut* d'acteur de l'UE peut aujourd'hui être considéré comme tranché, celui sur la *nature* et la *qualité* de cet

²⁶ KLOZE, S., "Theorizing the EU's Actorness: Towards an Interactionist Role Theory Framework", *op. cit.*, p. 1146.

²⁷ RICHARD, Y. et VAN HAMME, G., « L'Union européenne, un acteur des relations internationales. Étude géographique de l'*actorness* européenne », *op. cit.*, p. 16.

²⁸ SAURUGGER, S., *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 301.

²⁹ RAQUEL FREIRE, M., *and al.*, "EU Global Actorness in a World of Contested Leadership: Policies, Instruments and Perceptions", *op. cit.*, p. 3.

³⁰ BRICART, V., "The Edification of the International Identity and Actorness of the EU: Exploring the Significance of EU's Engagement with Major Powers in Shaping its Global Self-Image", in LIKA, L., and RIGA, D. (eds.), *EU Geopolitical Actorness in a Changing World*, Switzerland, Springer Nature, 2025, pp. 58-59.

acteur dans un environnement international en profonde recomposition reste entier. C'est cette tension qui justifie précisément le passage vers une analyse du *EU geopolitical actorness*.

1.2. Vers une redéfinition géopolitique de l'*actorness* européen

1.2.1. Du libéralisme à la géopolitique : un tournant contraint

C'est en 2019 qu'Ursula von der Leyen, alors nouvellement Présidente de la Commission européenne, présente sa Commission comme étant « géopolitique »³¹, sans toutefois préciser ce que revêt cette dimension. Cette déclaration surprend au regard de la nature *sui generis* de l'UE³², qui oscille structurellement entre supranationalité et intergouvernementalité. En relations internationales, le terme 'géopolitique' est traditionnellement mobilisé pour « définir et expliquer le pouvoir, les intérêts et le comportement relatifs d'un État en relation avec sa situation géographique dans le monde »³³, définition qui, par construction, exclut un acteur non étatique. Katrin Bastian élargit toutefois cette conception en soulignant que la dimension géopolitique ne peut se réduire au seul critère géographique et doit intégrer les dimensions économique, politique, militaire, technologique, culturelle et énergétique³⁴, ouvrant la voie à une application du concept à l'UE. Dans ce contexte, la compétition multipolaire contemporaine, souvent appréhendée comme un jeu à somme nulle entre grandes puissances³⁵, place l'UE face à un défi structurel : traditionnellement ancrée dans une approche libérale fondée sur les normes et le multilatéralisme, elle se trouve contrainte d'adapter sa posture à un environnement international marqué par une conflictualité accrue³⁶. Cette adaptation ne signifie pas un abandon de sa dimension normative, mais une reconfiguration de celle-ci, tension qui constitue précisément le cœur du concept de *EU geopolitical actorness*. Ce concept doit être situé par rapport à la puissance normative qui a longtemps dominé l'action extérieure européenne.

1.2.2. Définition et fondements du EU geopolitical actorness

Les débats récents en littérature convergent autour de la notion de « capacité d'acteur géopolitique » (*geopolitical actorness*). Selon Stephan Klose, celle-ci correspond à la « capacité d'une entité à (re)définir et mettre en œuvre des rôles dans des contextes spécifiques des affaires

³¹ BASTIAN, K., "The EU in the Eastern Mediterranean – a "Geopolitical" Actor?", *Orbis*, vol. 65, 2021, p. 483.

³² *Ibid.*, p. 484.

³³ *Loc. cit.*

³⁴ *Loc. cit.*

³⁵ RAIK, K., BLOCKMANS, S., OSYCHUK, A., and SUSLOV, A., "EU Policy towards Ukraine: Entering Geopolitical Competition over European Order », *The International spectator*, vol. 59, 2024, p. 41.

³⁶ *Loc. cit.*

internationales »³⁷. Cette approche s'inscrit largement dans une perspective constructiviste qui met en évidence le rôle des normes et des attentes dans la structuration de l'action de l'UE, tout en l'appréhendant dans un cadre relationnel tenant compte de son positionnement vis-à-vis des autres acteurs³⁸.

Pour saisir la portée de ce concept, il convient de le situer par rapport à la notion de puissance normative³⁹. Ian Manners la définit comme « fondée sur un socle solide de valeurs, de normes et d'une identité, européenne et supranationale, qui oriente sa politique étrangère »⁴⁰. Cette définition rend compte de la singularité de l'UE comme acteur non étatique dont l'influence repose davantage sur la diffusion de normes que sur la coercition. Toutefois, Sabine Saurugger identifie plusieurs limites à cette puissance normative⁴¹ : *primo*, elle tend à générer des attentes excessives en postulant un rôle transformateur qui dépasse souvent les capacités réelles de l'UE ; *secundo*, les lectures néoréalistes remettent en cause sa nature d'acteur unitaire ; *tertio*, la capacité de diffusion normative demeure largement conditionnée par la volonté des États membres les plus influents. Ces limites ne conduisent pas à invalider le concept, mais à reconnaître son caractère insuffisant face à un environnement international structuré par des logiques de puissance. Le *EU geopolitical actorness* ne se substitue donc pas à la puissance normative : il l'englobe et la reconfigure dans un environnement qui en conditionne désormais la portée et l'efficacité. C'est précisément cette articulation en tension entre dimension normative et impératifs géopolitiques qui constitue le cœur du concept.

1.2.3. La guerre en Ukraine : catalyseur d'une transformation amorcée

L'agression russe contre l'Ukraine le 24 février 2022 représente un tournant majeur qualifié par Josep Borrell de « plus grand défi à l'ordre européen de sécurité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale »⁴². Si la conscience géopolitique de l'UE était déjà perceptible depuis quelques années, cet événement agit comme un catalyseur, accélérant une transformation amorcée plutôt qu'inaugurant une rupture radicale. Mitchell Orenstein identifie trois niveaux auxquels cette évolution se manifeste : institutionnel, politique et géographique⁴³,

³⁷ KLOZE S., "Theorizing the EU's Actorness: Towards an Interactionist Role Theory Framework", *op. cit.*, p. 1144.

³⁸ DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 162.

³⁹ Entretien n° 1, 2025, p. 79.

⁴⁰ MANNERS, I., "Normative Power Europe: A contradiction in Terms?", *Journal of Common Market Studies*, vol. 40, n° 2, 2002, p. 252.

⁴¹ SAURUGGER S., *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, pp. 308-310.

⁴² BORRELL, J., « L'Europe dans l'interrègne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine », *op. cit.*, p. 116.

⁴³ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *Journal of European Integration*, vol. 45, 2023, p. 338.

traduisant une montée en puissance de l'UE dans son environnement stratégique. Cette lecture doit néanmoins être nuancée à la lumière des limites structurelles persistantes, notamment en matière de cohésion entre les États membres⁴⁴.

Au niveau institutionnel, le renforcement du rôle de la Commission européenne et du Haut Représentant traduit une dynamique de supranationalisation conditionnée par la nécessité d'un consensus entre États membres⁴⁵ confirmant ainsi les observations de Bretherton et Vogler⁴⁶. *Au niveau des politiques*, la mobilisation conjointe d'instruments économiques⁴⁷, diplomatiques⁴⁸, énergétiques⁴⁹ et sécuritaires⁵⁰ traduit une capacité accrue à « parler le langage de la puissance »⁵¹, sans constituer une rupture avec l'identité normative de l'UE⁵². Dans une perspective constructiviste⁵³, cette évolution peut être comprise comme une reconfiguration de ses normes dans un contexte de conflictualité accrue, plutôt que comme leur abandon⁵⁴. *Au niveau géographique*, l'octroi du statut d'État candidat à l'adhésion à l'Ukraine le 27 juin 2022⁵⁵ illustre ce que Veronica Anghel et Jelena Dzankic qualifient de « *wartime European decision-making* »⁵⁶. Jacques Rupnik souligne le risque d'une instrumentalisation croissante de l'élargissement à des fins géopolitiques⁵⁷ au détriment de la promotion des valeurs européennes⁵⁸, lecture que Della Sala nuance en rappelant que l'indétermination des frontières constitue un trait structurel du projet européen, suggérant ainsi une continuité autant qu'une rupture⁵⁹. Pour autant, cette montée en puissance géopolitique se heurte à des limites.

⁴⁴ JUPILLE, J. and CAPORASO, J.A., "States, Agency and Rules: The European Union in Global Environmental Politics", *op. cit.*, p. 1146.

⁴⁵ BLOCKMANS, S., "The Birth of Geopolitical EU", *European Foreign Affairs review*, vol. 27, n° 2, 2022, pp. 156-157.

⁴⁶ BRETHERTON, C. and VOGLER, J., *The European Union as a Global Actor*, *op. cit.*, p. 16.

⁴⁷ BLOCKMANS, S., "The Birth of Geopolitical EU", *European Foreign Affairs review*, *op. cit.*, p. 155.

⁴⁸ TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *Politique étrangère*, vol. 3, 2023, p. 39.

⁴⁹ ORENSTEIN, M., « The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine », *op. cit.*, p. 334.

⁵⁰ BLOCKMANS, S., "The Birth of Geopolitical EU", *op. cit.*, pp. 157-158.

⁵¹ BORRELL, J., « L'Europe dans l'inter-règne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine », *op. cit.*, p. 119.

⁵² DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 160.

⁵³ SIMAO, L., "Unpacking the EU's International Actorness: Debates, Theories and Concepts", *op. cit.*, p. 14.

⁵⁴ RAIK, K., BLOCKMANS, S., OSYPCHUK, A., and SUSLOV, A., "EU Policy towards Ukraine: Entering Geopolitical Competition over European Order", *op. cit.*, p. 42.

⁵⁵ RUPNIK, J., « Changement d'époque en Europe », *Paysans & société*, 2022, vol. 5, n° 395, p. 20.

⁵⁶ ANGHEL, V. and DZANKIC, J., "Wartime EU: consequences of the Russia – Ukraine war on the enlargement process", *Journal of European Integration*, 2023, vol. 45, n° 3, p. 488.

⁵⁷ RUPNIK, J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 20.

⁵⁸ DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 160.

⁵⁹ DELLA SALA, V., "Ontological security, crisis and political myth: the Ukraine war and the European Union", vol. 45, p. 338.

1.2.4. Limites et tensions du geopolitical actorness de l'Union européenne

La capacité d'acteur géopolitique de l'UE se heurte à cinq tensions majeures qui seront vérifiées empiriquement tout au long de ce travail. Premièrement, le regain de l'approche réaliste considère la géopolitique comme étant une compétition propre aux États sur des territoires déterminés, plaçant l'UE en dehors du champ des acteurs géopolitiques à part entière⁶⁰. Deuxièmement, Bastian souligne que l'absence de vision politique partagée vis-à-vis du voisinage immédiat⁶¹ fragilise la cohérence de l'action extérieure⁶². Troisièmement, l'exigence d'unanimité en matière de PESC constitue, selon Nathalie Tocci, la principale entrave structurelle à l'ambition mondiale de l'UE⁶³. Quatrièmement, la posture historiquement réactive de l'UE contraste avec l'exigence d'une initiative proactive et unifiée⁶⁴ que supposerait un *EU geopolitical actorness* crédible. Cinquièmement, Rupnik identifie une distorsion croissante entre un centre de gravité qui se déplace vers l'est et un centre institutionnel resté ancré à l'ouest⁶⁵, déséquilibre qui interroge la cohérence territoriale du projet européen.

1.2.5. Vers une définition opérationnelle du EU geopolitical actorness

Sur la base des développements théoriques précédents, il est possible de proposer une définition personnelle du concept de *EU geopolitical actorness*, encore peu stabilisé dans la littérature scientifique. Cette proposition s'inscrit dans une démarche visant à contribuer à la clarification conceptuelle du terme, sans prétendre à l'exhaustivité ni à l'universalité. La capacité d'acteur géopolitique européenne peut ainsi être définie comme : la capacité d'une entité politique hybride à définir, projeter et ajuster de manière stratégique ses intérêts, ses normes et ses instruments dans un environnement international structuré par des rapports de puissance, afin d'influencer des dynamiques territoriales, politiques et sécuritaires, tout en composant avec des contraintes internes et externes.

Cette définition appelle quatre précisions. Premièrement, elle souligne que la capacité d'acteur géopolitique ne renvoie pas à un statut formel, mais à une faculté d'influence stratégique exercée en dépit de la nature hybride, oscillant entre supranationalité et intergouvernementalité, et non étatique de l'UE. Deuxièmement, elle met en évidence la capacité de l'UE à articuler intérêts et normes dans un environnement marqué par la compétition

⁶⁰ RAIK, K., BLOCKMANS, S., OSYCHUK, A., and SUSLOV, A., "EU Policy towards Ukraine: Entering Geopolitical Competition over European Order", *op. cit.*, p. 42.

⁶¹ BASTIAN, K., "The EU in the Eastern Mediterranean – a "Geopolitical" Actor?", *op. cit.*, p. 489.

⁶² BLOCKMANS, S., "The Birth of Geopolitical EU", *op. cit.*, pp. 156-157.

⁶³ TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *op. cit.*, p. 38.

⁶⁴ SIMAO, L., "Unpacking the EU's International Actorness: Debates, Theories and Concepts", *op. cit.*, p. 14.

⁶⁵ RUPNIK J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 19.

et les rapports de puissance. Troisièmement, elle insiste sur la nécessité de projeter cette action au-delà de l'espace géographique européen via une pluralité d'instruments. Quatrièmement, elle intègre les contraintes structurelles propres à l'UE - cohésion interne, autonomie décisionnelle, reconnaissance extérieure - rejoignant les apports de Jupille et Caporaso d'une part, de Bretherton et Vogler d'autre part. Cette définition permet de dépasser l'opposition classique entre puissance normative et puissance géopolitique, en soulignant que l'action extérieure de l'UE repose sur une articulation entre ces deux dimensions, articulation qui constituera le fil directeur de l'analyse empirique développée dans les parties suivantes.

2. La politique d'élargissement : cadre juridique et dynamiques critiques

Si la politique d'élargissement a historiquement comporté une dimension géopolitique, c'est dans sa phase contemporaine que cette dimension se révèle avec le plus d'acuité dans le cas des Balkans occidentaux. Dans cette seconde partie, nous examinons le cadre juridique qui régit la politique d'élargissement (voy. 2.1.), avant d'analyser son application concrète aux Balkans occidentaux au travers du PSA (voy. 2.2.) et d'en identifier les limites empiriques (voy. 2.3.). Nous dressons, enfin, un état des lieux comparatif des six États candidats (voy. 2.4.) et des contentieux bilatéraux qui structurent leurs trajectoires respectives (voy. 2.5.).

2.1. La procédure d'adhésion au regard du Traité sur l'Union européenne

La procédure d'adhésion à l'UE est régie par l'article 49 du TUE⁶⁶, qui stipule que « tout État européen respectant les valeurs visées à l'article 2 et s'engageant à les promouvoir peut demander à devenir membre de l'Union »⁶⁷, le Conseil se prononçant⁶⁸ à l'unanimité après consultation de la Commission et approbation du Parlement européen.

Plusieurs éléments méritent d'être soulignés. D'une part, le pays candidat doit satisfaire une triple condition : être un État ; être « européen »⁶⁹ - critère dont la délimitation géographique demeure intentionnellement floue⁷⁰ ; et s'engager à respecter et promouvoir les valeurs communes prévues à l'article 2 du TUE⁷¹. D'autre part, les conditions d'adhésion sont formalisées par les « critères de Copenhague »⁷², élaborés lors du Conseil européen de Copenhague en 1993 et renforcés en 1995⁷³. Ces critères se déclinent en trois dimensions⁷⁴ : *le critère politique*, qui exige des institutions stables garantissant la démocratie, l'État de droit, les

⁶⁶ SCHNEIDER, C., et TUCNY, E., « Réflexions sur la conditionnalité politique appliquée à l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 33, n° 3, 2002, p. 31.

⁶⁷ Journal officiel de l'Union européenne (J.O.U.E.), C. 326 du 26.10.2012, art. 49.

⁶⁸ *Loc. cit.*

⁶⁹ TOUTEL'EUROPE, « La Procédure d'adhésion à l'Union européenne », *Fonctionnement de l'UE*, 27 juin 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/la-procedure-d-adhesion-a-l-union-europeenne/> (consulté le 10 avril 2026).

⁷⁰ GUYADER, M., « Élargissements et intégration dans l'Union », *Politique étrangère*, vol. Été, n° 2, 2007, p. 372.

⁷¹ EUR-LEX, glossaire des synthèses, « Processus d'adhésion à l'UE », *l'accès au droit de l'Union européenne*, 2021, disponible à l'adresse suivante : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=LEGISSUM:member_states_accession (consulté le 10 avril 2026).

⁷² EUR-LEX, glossaire des synthèses, « Critères d'adhésion (critères de Copenhague) », *l'accès au droit de l'Union européenne*, 2021, disponible à l'adresse suivante : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=LEGISSUM:accession_criteria_copenhague (consulté le 10 avril 2026).

⁷³ *Loc. cit.*

⁷⁴ *Loc. cit.*

droits de l'homme, et la protection des minorités ; *le critère économique*, qui requiert une économie de marché viable capable de faire face aux forces concurrentielles du marché ; *le critère de l'acquis communautaire*, qui suppose la capacité à mettre en œuvre l'ensemble des obligations découlant de l'adhésion. « À ces trois critères est ajouté (...) la capacité d'intégration en 2006 »⁷⁵, c'est-à-dire l'aptitude de l'UE à absorber de nouveaux membres sans compromettre sa dynamique interne. La procédure s'articule en deux phases : l'obtention du statut de candidat par décision unanime du Conseil⁷⁶, puis les négociations structurées autour de 35 chapitres thématiques regroupés en six clusters⁷⁷. Cette procédure, en apparence technique, traduit une capacité de l'UE à encadrer et orienter les trajectoires politiques des États candidats, révélant une dimension stratégique inhérente à la politique d'élargissement⁷⁸.

2.2. Le Processus de Stabilisation et d'Association : la pré-adhésion comme instrument de transformation

Face aux guerres de désintégration yougoslave⁷⁹ et à l'échec d'une première « approche régionale »⁸⁰ adoptée en 1996 avec cinq pays de la région⁸¹, l'UE a conçu dès 1999 le PSA⁸², défini comme « un cadre stratégique d'appui au rapprochement progressif des pays des Balkans occidentaux avec l'UE »⁸³. Ce processus repose sur cinq éléments : les Accords de Stabilisation et d'Association (ASA) ; une aide financière ; un dialogue politique ; des relations commerciales préférentielles ; et une coopération régionale⁸⁴. Ce PSA est destiné à « régir les relations entre l'UE et les pays de la région »⁸⁵ au travers des ASA qui permettent une coopération politico-économique tout en mettant en œuvre des réformes⁸⁶. Le PSA repose sur

⁷⁵ GRANDJEAN, G., *Histoire de la construction européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 628.

⁷⁶ GAJIC, S., *Le jeu des négociations entre l'Union européenne et la Serbie : les critères politiques (2000-2020)*, Bordeaux, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, p. 67.

⁷⁷ COMMISSION EUROPÉENNE, « États d'avancement : les négociations d'adhésion à l'UE », 2025, disponible à l'adresse suivante : https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/9717722a-97ac-4273-b4c0-58465215b1dd_en?filename=State-of-play%20accession%20negotiations-FR.pdf&prefLang=fr (consulté le 9 décembre 2025).

⁷⁸ Journal officiel de l'Union européenne (J.O.U.E.), C. 326 du 26.10.2012, art. 49.

⁷⁹ VASAK, C., « Les Balkans occidentaux et la sécurité de l'Europe : enjeux et réponses des Européens », *Revue Défense nationale*, n° 850, 2022, p. 60.

⁸⁰ ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l'efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *Revue canadienne de science politique*, vol. 39, n° 4, 2006, p. 805.

⁸¹ L'Albanie, la République fédérale de Yougoslavie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie.

⁸² ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l'efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *op. cit.*, p. 805.

⁸³ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *Fiches thématiques sur l'Union européenne (Parlement européen)*, 2024, p. 1., disponible à l'adresse suivante : www.europarl.europa.eu/factsheets/fr (consulté le 9 décembre 2025).

⁸⁴ *Ibid.*, p. 2.

⁸⁵ *Loc. cit.*

⁸⁶ MUSLIU, V., *Europeanization and Statebuilding as Everyday Practices: Performing Europe in the Western Balkans*, London, Routledge, p. 6.

une triple conditionnalité : ouverture des négociations liée à des réformes initiales ; conclusion de l'ASA exigeant des progrès substantiels et une coopération régionale ; adhésion conditionnée au respect des critères de Copenhague⁸⁷. Toutefois, Diane Ethier souligne que les conditions des deux premiers stades n'ont pas toujours été appliquées strictement, servant davantage d'incitatifs que de condition *sine qua non*⁸⁸. Les Conseils européens de Fiera (2000) et de Thessalonique (2003) ont formellement désigné les États des Balkans occidentaux comme « candidats potentiels à l'adhésion »⁸⁹ en insistant sur une approche « méritocratique » et différenciée⁹⁰ - promesse dont la non-réalisation vingt-trois ans plus tard constitue précisément l'un des nœuds analytiques de ce travail.

2.3. Fatigue de l'élargissement et crise de la conditionnalité

La crise de la conditionnalité européenne dans les Balkans occidentaux résulte de deux dynamiques complémentaires : le signal pervers du cas hongrois d'une part, et la stabilitocratie balkanique d'autre part.

2.3.1. Le signal pervers du cas hongrois et ses effets d'exemplarité négative

Depuis la victoire du parti Fidesz en 2010, jusqu'à sa défaite aux élections législatives d'avril 2026⁹¹, la Hongrie a introduit des réformes structurellement incompatibles avec les valeurs fondamentales de l'UE - abaissement de l'âge de la retraite des juges ; réduction du champ de compétence de la Cour constitutionnelle ; contrôle des médias ; discrimination persistante des minorités sexuelles⁹² - illustrent une dérive illibérale progressive, caractérisée par une subordination croissante de la norme juridique à la volonté politique, aussi qualifiée de *rule by law*⁹³.

⁸⁷ ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l'efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *op. cit.*, p. 806.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 807.

⁸⁹ MIREL, P., « Union européenne-Balkans occidentaux : les illusions perdues ? », *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2022, p. 11.

⁹⁰ LIKA, L., « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégrations des pays des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », dans WINTGENS, S., GRANDJEAN, G., et VANHAREN, S. (eds), *L'insécurité en question : définition, enjeux et perspectives*, Liège, Belgique, 2015, p. 128.

⁹¹ LE PAVOUS, J., « En Hongrie, la camp Orban nage dans la crise », *Le Soir*, 28 avril 2026, disponible à l'adresse suivante : <https://www.lesoir.be/743662/article/2026-04-28/en-hongrie-le-camp-orban-nage-dans-la-crise> (consulté le 19 mai 2026).

⁹² BOISDRON, M., « La Hongrie de Viktor Orban, une démocratie dysfonctionnelle », *Analyse Opinion critique*, 2022, p. 3.

⁹³ KOPPER, A., KORTVELEYSI, Z., MAJTENY, B. et SZALAI, A., « Logiques d'insécurité en Hongrie. Gouverner par le droit et par l'exclusion dans un régime illibéral », *Cultures et Conflits*, n° 113, p. 101.

Face à ces dérives, les voies de recours de l'UE se révèlent limitées : la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)⁹⁴ n'a pas produit de résultats probants ; la procédure de l'article 7 du TUE, qui prévoit la suspension des droits d'un État membre en cas de violation grave et persistante des valeurs de l'article 2⁹⁵, n'est jamais entrée en vigueur faute d'unanimité⁹⁶ ; la conditionnalité budgétaire instaurée en 2021⁹⁷ n'a produit que des résultats partiels⁹⁸. Le rapport de la Commission (2025) sur l'État de droit confirme ces défaillances, avec une forte perception de corruption⁹⁹ et une confiance limitée dans l'indépendance judiciaire¹⁰⁰ en Hongrie. La Commission maintient donc le gel de 18 milliards d'euros¹⁰¹. L'enjeu analytique central n'est pas la Hongrie en elle-même, mais le signal qu'elle adresse aux Balkans occidentaux : un respect minimal des normes suffit à débloquent des fonds sans qu'une adhésion sincère aux valeurs soit requise¹⁰². La relation entre Viktor Orbán et Aleksandar Vučić en offre l'illustration la plus parlante : la Hongrie ayant facilité l'accès de la Serbie à 600 millions d'euros en 2023 malgré son recul démocratique¹⁰³, tout en la protégeant au Conseil contre les conséquences de son alignement pro-russe¹⁰⁴. Ce double mécanisme amplifie le signal pervers adressé aux élites balkaniques.

2.3.2. *La stabilitocratie comme mode de gouvernement structurel*

Préférer la stabilité à la démocratie – telle est la logique que la littérature qualifie de « stabilitocratie »¹⁰⁵. Florian Bieber définit la stabilitocratie comme caractérisant « des gouvernements qui prétendent garantir la stabilité, font semblant de soutenir l'intégration

⁹⁴ VIEILLEDENT, C., « Financements européens, conditionnalité et respect des valeurs, l'Union européenne s'arme », *Futuribles*, n° 459, 2024, p. 84.

⁹⁵ CONSEIL EUROPEEN, « les procédures de l'article 7 », 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/article-7-procedures/> (consulté le 13 avril 2026).

⁹⁶ VIEILLEDENT, C., « Financements européens, conditionnalité et respect des valeurs, l'Union européenne s'arme », *op. cit.*, p. 84.

⁹⁷ *Loc. cit.*

⁹⁸ TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *op. cit.*, p. 39.

⁹⁹ EUROPEAN COMMISSION, "2025 Rule of Law Report – country chapter on Hungary", *The rule of law situation in the European Union*, 2025, p. 11, available at: https://commission.europa.eu/document/download/524bd8d4-33ba-4802-891f-d8959831ed5a_en?filename=2025%20Rule%20of%20Law%20Report%20-%20Country%20Chapter%20Hungary.pdf (consulté le 14 avril 2026)

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰¹ EURONEWS, « Rapport sur l'État de droit : l'UE maintient 18 milliards d'euros gelés pour la Hongrie », 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://fr.euronews.com/my-europe/2025/07/08/rapport-sur-letat-de-droit-lue-maintient-18-milliards-deuros-geles-pour-la-hongrie> (consulté le 8 mai 2026).

¹⁰² KOPPER, A., KORTVELEYSI, Z., MAJTENY, B. et SZALAI, A., « Logiques d'insécurité en Hongrie. Gouverner par le droit et par l'exclusion dans un régime illibéral », *op. cit.*, p. 121.

¹⁰³ MARCIACQ, F., « L'Union européenne dans les Balkans : une puissance velléitaire ? », *Politique étrangère*, n° 241, 2024, p. 146.

¹⁰⁴ MARCIACQ, F., « L'Union européenne dans les Balkans : une puissance velléitaire ? », *op. cit.*, p. 146.

¹⁰⁵ MIREL, P., « Union européenne – Balkans occidentaux : les illusions perdues ? », *op. cit.*, p. 15.

européenne et s'appuient sur des structures informelles et clientélistes, le contrôle des médias et la création régulière de crises pour saper la démocratie et l'État de droit »¹⁰⁶. Face à des élites locales peu enclines aux réformes, l'UE a progressivement toléré des gouvernements insuffisamment démocratiques¹⁰⁷, privilégiant la prévention des crises sur la transformation démocratique¹⁰⁸. Pierre Mirel documente la tension : « une conditionnalité trop stricte pour faciliter la stabilité peut réduire l'effet de levier, et une application trop souple peut suggérer que la marche vers l'UE est possible sans réformes réelles »¹⁰⁹. Il existe un écart entre les ambitions démocratiques de l'UE et les résultats obtenus, traduisant une tolérance envers les stabilitocraties malgré la conditionnalité¹¹⁰. Bieber radicalise ce constat en soulignant que la stabilitocratie n'est pas un état subi mais un mode de gouvernement actif : les régimes balkaniques provoquent délibérément des crises qu'ils proposent de résoudre, obtenant ainsi légitimité domestique et soutien externe de l'UE¹¹¹. Il en résulte ce que Tocci qualifie de « double jeu »¹¹² : les pays des Balkans occidentaux font semblant de progresser dans les réformes, tandis que l'UE fait semblant d'avancer dans l'intégration – formule résumée par la société civile balkanique en : « vous faites semblant de vouloir nous intégrer, nous faisons semblant de nous réformer »¹¹³, significatif de l'absence de vision politique partagée vis-à-vis du voisinage, identifiée par Bastian comme une des limites du *EU geopolitical actorness*¹¹⁴.

Les effets empiriques de cette stabilitocratie sont directement observables : recul démocratique ; élites motivées par des bénéfices à court terme¹¹⁵ ; et émigration massive¹¹⁶. Ces dynamiques cumulées ont progressivement engendré un « *power vacuum* »¹¹⁷ dans la région, rapidement investi par des puissances concurrentes. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les trajectoires divergentes des six États candidats.

¹⁰⁶ BIEBER, F., «The Rise (and Fall) of Balkan Stabilitocracies», *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, n° 10, 2018, p. 176.

¹⁰⁷ MIREL, P., « L'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE : le rocher de Sisyphe », *Revue Défense nationale*, vol. 850, n° 5, p. 55.

¹⁰⁸ Entretien n°3, 2026, p. 126.

¹⁰⁹ MIREL, P., « Union européenne – Balkans occidentaux : les illusions perdues ? », *op. cit.*, p. 15.

¹¹⁰ KESA, K., « L'implication de l'Union européenne pour promouvoir la démocratie dans sa périphérie », *Slovo*, n° 36, 2010, p. 25.

¹¹¹ BIEBER, F., «The Rise (and Fall) of Balkan Stabilitocracies», *op. cit.*, p. 179.

¹¹² TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *op. cit.*, p. 44.

¹¹³ MIREL, P., « L'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE : le rocher de Sisyphe », *op. cit.*, p. 55.

¹¹⁴ BASTIAN, K., «The EU in the Eastern Mediterranean – a “Geopolitical” Actor?», *op. cit.*, p. 489.

¹¹⁵ MIREL, P., « Union européenne – Balkans occidentaux : les illusions perdues ? », *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁶ MIREL, P., « L'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE : le rocher de Sisyphe », *op. cit.*, p. 55.

¹¹⁷ LIKA, L., «The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers' projection of influence», *Journal of Cross-Regional Dialogues*, n° 2, 2021, p. 13.

2.4. Trajectoires comparatives des six États candidats des Balkans occidentaux : entre avancées et blocages structurels

Les États des Balkans occidentaux présentent des trajectoires différenciées face aux critères de Copenhague, révélant l'écart entre les ambitions de l'UE et son influence réelle. Trois profils principaux se dégagent selon leur niveau d'avancement et leurs obstacles.

2.4.1. Les candidats les plus avancés : Monténégro et Albanie

Le Monténégro et l'Albanie partagent un contexte commun favorable : tous deux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)¹¹⁸, dotés d'une orientation pro-occidentale affirmée¹¹⁹, ils constituent les candidats les plus avancés dans le processus d'adhésion¹²⁰.

Le Monténégro a déposé sa candidature en 2008¹²¹, obtenu le statut d'État candidat en 2010 et ouvert les négociations en 2012¹²², 33 chapitres sont ouverts et 14 provisoirement clos¹²³. L'objectif est une fermeture complète d'ici fin 2026¹²⁴ pour une adhésion envisagée d'ici 2028¹²⁵ ou 2030¹²⁶ - bien que la transparence judiciaire, la lutte contre la corruption¹²⁷ et une fracture identitaire persistante entre partis pro-serbes et forces pro-européennes¹²⁸ conditionnent en pratique toute avancée durable.

L'Albanie a entamé les négociations d'un ASA en 2003¹²⁹, obtenu le statut d'État candidat en 2014, ouvert l'ensemble de ses chapitres et espère conclure les négociations d'ici

¹¹⁸ CORCHIS, A., « Perceptions des pays membres et des institutions de l'Union européenne sur l'intégration de la Serbie et du Monténégro », *Synergies Roumanie*, n° 14, 2019, p. 226.

¹¹⁹ LIKA, L., « Les Balkans occidentaux entre l'intégration européenne et la projection d'influence des puissances émergentes », BePolitix (ABSP), 2020.

¹²⁰ Entretien n°2, 2026, pp. 95-96.

¹²¹ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *op. cit.* p.4.

¹²² COMMISSION EUROPÉENNE, « États d'avancement : les négociations d'adhésion à l'UE », *op. cit.*

¹²³ CONSILIUM, « Politique d'élargissement de l'UE : Monténégro », *Conseil européen. Conseil de l'Union européenne*, 2026, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/montenegro/> (consulté le 14 avril 2026)

¹²⁴ COMMISSION EUROPÉENNE, « Le paquet 'élargissement' 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'UE », *Représentation au Luxembourg*, 2025, disponible à l'adresse suivante : https://luxembourg.representation.ec.europa.eu/actualites-et-evenements/actualites/le-paquet-elargissement-2025-montre-les-progres-accomplis-vers-ladhesion-lue-par-les-principaux-2025-11-04_fr (consulté le 9 décembre 2025)

¹²⁵ EURONEWS, « Le Monténégro fait un pas de plus vers l'adhésion à l'Union européenne », *op. cit.*

¹²⁶ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., « A Redynamics EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives », *Stockholm Center for Eastern European Studies*, n° 1, 2025, p. 4.

¹²⁷ CORPADEAN, A-G., et OPRESCU M-H., « Une perspective juridique sur l'intégration européenne des Balkans occidentaux. Parallèles avec l'Europe centrale-orientale », *Synergies Roumanie*, n° 16, 2021, p. 28.

¹²⁸ MIREL, P., « L'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE : le rocher de Sisyphe », *op. cit.*, p. 55.

¹²⁹ MUSLIU, V., *Europeanization and Statebuilding as Everyday Practices: Performing Europe in the Western Balkans*, *op. cit.*, p. 7.

2027¹³⁰ avec des avancées notables dans la réforme judiciaire¹³¹ et l'alignement sur la PESC¹³², malgré des faiblesses structurelles persistantes sur le plan économique¹³³.

Ces deux États illustrent ce que la politique d'élargissement peut produire de plus avancé lorsque les variables de la conditionnalité - orientation pro-européenne des élites et crédibilité de la perspective d'adhésion - sont simultanément réunies.

2.4.2. Les candidats structurellement contraints : Serbie, Kosovo et Macédoine du Nord

Ces blocages sont à la fois externes – liés aux vetos bilatéraux et aux ingérences de puissances tierces – et internes, découlant de choix politiques propres à ces États.

La Serbie, candidate depuis 2012, en négociations depuis 2013, ne compte que 22 chapitres ouverts et 2 provisoirement clos¹³⁴ - bilan particulièrement maigre. La Commission pointe une recrudescence des difficultés depuis 2024 : corruption persistante, manque de transparence, recours à la force contre les manifestants et pressions croissantes sur la société civile¹³⁵. Bieber documente ces mécanismes dès la législature 2016 – 2018, pendant laquelle 70% des lois furent adoptées en procédure d'urgence sans débat public¹³⁶. L'OSCE relève par ailleurs des irrégularités électorales liées au contrôle des médias par le parti progressiste serbe (SNS)¹³⁷. Économiquement, si la croissance du PIB a atteint 3,9% en 2024, l'environnement

¹³⁰ COMMISSION EUROPEENNE, « États d'avancement : les négociations d'adhésion à l'UE », *op. cit.*

¹³¹ EUROPEAN COMMISSION, "Albania 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", 2025 *Communication on EU enlargement policy*, 2025, pp. 21-62, available at: https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/fe9138b7-90fe-4277-a12c-3a03f6d1957f_en?filename=albania-report-2025.pdf (consulté le 27 mars 2025)

¹³² EUROPEAN WESTERN BALKANS, "AFET adopts reports on Albania and Montenegro, encourages further reforms", 2026, available at : <https://europeanwesternbalkans.com/2026/05/05/afet-adopts-reports-on-albania-and-montenegro-encourages-further-reforms/> (consulté le 8 mai 2026).

¹³³ EUROPEAN COMMISSION, "Albania 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", *op. cit.*, pp. 8-9.

¹³⁴ CONSILIUM, « Politique d'élargissement de l'UE : Serbie », *Conseil européen. Conseil de l'Union européenne*, 2025, disponible à l'adresse suivante : https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/6e68ce26-b95b-48e1-921a-c60c12da8f00_en?filename=serbia-report-2025.pdf (consulté le 14 avril 2026).

¹³⁵ COMMISSION EUROPEENNE, « Le paquet 'élargissement' 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'UE », *op. cit.*

¹³⁶ BIEBER, F., *The Rise of Authoritarianism in the Western Balkans*, Cham, Plagrave Macmillan, 2020, p. 110.

¹³⁷ CORPADEAN, A-G., et OPRESCU M-H., « Une perspective juridique sur l'intégration européenne des Balkans occidentaux. Parallèles avec l'Europe centrale-orientale », *op. cit.*, pp. 25-26.

des affaires reste entravé par la faiblesse de l'État de droit et les interférences politiques dans le marché¹³⁸.

Le Kosovo est devenu un État indépendant le 17 février 2008¹³⁹. Son indépendance est reconnue par vingt-deux États membres de l'UE, tandis que cinq États membres ne l'ont pas encore reconnue (Espagne, Grèce, Roumanie, Slovaquie et Chypre). Ces cinq États membres bloquent structurellement l'obtention du statut de candidat¹⁴⁰, bien qu'un ASA ait été signé en 2016¹⁴¹ et que l'exemption de visas ait été obtenue en 2024¹⁴². Dès son indépendance, le Kosovo s'inscrit dans une trajectoire européenne¹⁴³ visant à construire un « *European-like state* »¹⁴⁴ et à aligner ses standards sur ceux de l'UE¹⁴⁵. Toutefois, cette ambition est freinée par une économie fragile¹⁴⁶. Labinot Greiçevci conceptualise la tension entre la puissance normative européenne et le processus de construction étatique : si l'UE a diffusé certains impacts normatifs tangibles via la mission EULEX, son efficacité demeure limitée par la contestation internationale persistante de la souveraineté kosovare. Cette situation révèle une limite structurelle du *geopolitical actorness* européen : la conditionnalité n'est opératoire que si elle s'applique à un État dont la souveraineté est reconnue par l'ensemble des acteurs concernés¹⁴⁷. En maintenant leurs positions, les cinq États membres de l'UE non-reconnaisants s'alignent *de facto* sur la posture russe - illustrant l'incapacité de l'UE à parler d'une seule voix sur la question même qui conditionne l'avenir européen du Kosovo, et confirmant que la solidarité

¹³⁸ EUROPEAN COMMISSION, "Serbia 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", 2025 *Communication on EU enlargement policy*, 2025, pp. 8-9, available at: https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/6e68ce26-b95b-48e1-921a-c60c12da8f00_en?filename=serbia-report-2025.pdf (consulté le 16 avril 2026)

¹³⁹ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴⁰ TOUTEL'EUROPE, « Kosovo : où en est la procédure d'adhésion à l'Union européenne ? », 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/kosovo-ou-en-est-la-procedure-d-adhesion-a-l-union-europeenne/> (consulté le 16 avril 2026).

¹⁴¹ MUSLIU, V., *Europeanization and Statebuilding as Everyday Practices: Performing Europe in the Western Balkans*, *op. cit.*, p. 7.

¹⁴² Entretien n°3, 2026, p. 124.

¹⁴³ MUSLIU, V., *Europeanization and Statebuilding as Everyday Practices: Performing Europe in the Western Balkans*, *op. cit.*, p. 28.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 29.

¹⁴⁵ *Loc. cit.*

¹⁴⁶ EUROPEAN COMMISSION, "Kosovo 2025 Report : communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", 2025 *Communication on EU enlargement policy*, 2025, pp. 8-9/pp. 51-52, available at: https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/127563ea-4c03-44a4-b56c-2d569afd86a5_en?filename=kosovo-report-2025.pdf (consulté le 16 avril 2026)

¹⁴⁷ GREICEVCI, L., *The EU as a State-builder in International Affairs: The case of Kosovo*, London, Routledge, 2021, p. 3.

géopolitique affichée depuis 2022 ne s'est pas traduite par une cohérence normative interne sur ce dossier.

La Macédoine du Nord, candidate depuis 2005, a vu ses négociations bloquées pendant 17 ans par deux contentieux successifs. Le différend avec la Grèce, qui a été résolu par l'Accord de Prespa en 2019, permettant l'adhésion à l'OTAN en 2020¹⁴⁸ et le veto bulgare, fondé sur un différend identitaire continue d'entraver l'ouverture du premier cluster de négociations malgré les engagements de juillet 2022¹⁴⁹. Malgré des progrès jugés satisfaisants sur le plan du critère politique¹⁵⁰, la situation économique demeure préoccupante¹⁵¹. Si ces trois États illustrent les blocages liés à des contentieux bilatéraux persistants, la Bosnie-Herzégovine constitue un cas d'une nature différente.

2.4.3. Le cas particulier : Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine tire sa singularité des accords de Dayton (1995)¹⁵², qui ont créé une structure institutionnelle d'une complexité exceptionnelle : deux entités – la Fédération croato-musulmane (51%) et la *Republika Srpska*¹⁵³ (49%)¹⁵⁴ – une présidence collégiale tripartite, 13 gouvernements et 160 ministères pour 3,3 millions d'habitants rendant toute avancée impossible en l'absence d'une réforme constitutionnelle profonde¹⁵⁵. La procédure d'adhésion est fortement marquée par une logique géopolitique : le statut de candidat a été accordé en 2022 dans le contexte de la guerre en Ukraine¹⁵⁶, alors que le rapport annuel de la Commission de 2022 était le pire de la décennie pour ce pays¹⁵⁷. Une étude empirique portant sur la période 2007 et 2022 démontre que les fonds de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) n'ont produit aucun impact mesurable sur les indicateurs démocratiques¹⁵⁸ : la Bosnie-

¹⁴⁸ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴⁹ EUROPEAN COMMISSION, "North Macedonia 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", *2025 Communication on EU enlargement policy*, 2025, p. 96., available at: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52025SC0753&qid=1770568285770> (consulté le 17 avril 2026)

¹⁵⁰ COMMISSION EUROPEENNE, « Le paquet 'élargissement' 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'UE », *op. cit.*

¹⁵¹ EUROPEAN COMMISSION, "North Macedonia 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", *op. cit.*, p. 8.

¹⁵² CADY, J-C., « La quête du Graal : l'intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », *Revue Défense nationale*, n° 835, 2020, p. 111.

¹⁵³ Aussi appelé République serbe de Bosnie.

¹⁵⁴ CADY, J-C., « La quête du Graal : l'intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », *op. cit.*, p. 111.

¹⁵⁵ Entretien n°1, 2025, p. 86.

¹⁵⁶ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *op. cit.* p. 4.

¹⁵⁷ Entretien n°1, 2025, p. 81.

¹⁵⁸ Entretien n°1, 2025, p. 84.

Herzégovine est le seul pays des Balkans occidentaux n'ayant pas soumis son *Reform Agenda*, bloquant 70 millions d'euros¹⁵⁹ ; le projet sécessionniste ouvertement poursuivi par Sinisa Karan, à la tête de la *Republika Srpska*¹⁶⁰ ; l'adoption de la loi « *Foreign Agent* »¹⁶¹ calquée sur le modèle russe, contraire au droit européen et dénoncée par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Ces dynamiques conjuguées conduisent à estimer que la Bosnie-Herzégovine demeurera structurellement bloquée à court terme, faute de réforme constitutionnelle¹⁶².

Ces trajectoires individuelles ne peuvent être pleinement comprises qu'à la lumière des contentieux bilatéraux qui les structurent, et dont la dimension systémique révèle les limites profondes du processus d'élargissement.

2.5. Les contentieux bilatéraux comme révélateurs des limites de l'élargissement

Les contentieux bilatéraux révèlent une dimension systémique : la capacité d'acteurs extérieurs, qu'il s'agisse d'États membres ou de puissances tierces, à bloquer des candidatures pour des raisons étrangères aux critères de Copenhague, affaiblissant le *EU geopolitical actorness* dans la région.

2.5.1. La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie

La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie conditionne l'avancée des deux pays dans le processus d'adhésion depuis la déclaration d'indépendance du Kosovo en 2008¹⁶³. La nécessité de normalisation des relations¹⁶⁴ a abouti à l'Accord de Bruxelles (2013)¹⁶⁵ qui prévoyait une coopération entre les deux États sans reconnaissance formelle¹⁶⁶. Cependant, Laura Herta relève peu de progrès substantiels depuis 2015¹⁶⁷. Les tensions

¹⁵⁹ Entretien n°1, 2025, p. 84.

¹⁶⁰ MARCIACQ, F., « L'Union européenne dans les Balkans : une puissance velléitaire ? », *op. cit.*, p. 140.

¹⁶¹ Mécanisme calqué sur la législation russe du même nom, dénoncé comme contraire aux standards européens.

¹⁶² PERRY, V., « Constitutional Reform in Bosnia and Herzegovina: Does the Road to Confederation go through the EU? », *International Peacekeeping*, vol. 22, n° 5, 2015, p. 490.

¹⁶³ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *op. cit.*, p. 4.

¹⁶⁴ MARCIACQ, F., « Serbia : Looking East, going West », in BIEBER, F., and TZIFAKIS, N. (eds), *The Western Balkans in the World. Linkages and relations with non-western countries*, London and New York, Routledge, p. 62.

¹⁶⁵ CONSEIL EUROPEEN, « Sommet UE-Balkans occidentaux : Déclaration de Bruxelles », 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2024/12/18/brussels-declaration-18-december-2024/> (consulté le 7 mars 2025)

¹⁶⁶ COMMISSION EUROPÉENNE, « Serbie et Kosovo : un accord historique qui trace la voie à des avancées décisives dans leurs perspectives européennes », 2013, p. 1., disponible à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_13_347 (consulté le 9 décembre 2025).

¹⁶⁷ HERTA, L., « Le triangle Union européenne – Serbie – Kosovo : Le pouvoir normatif fonctionne-t-il ? », *Synergies Roumanie*, n° 18, 2023, p. 27.

sécuritaires illustrent l'échec de normalisation : les affrontements de mai 2023¹⁶⁸ ; l'attaque de Banjska (septembre 2023) et l'attentat contre le canal Ibër-Lepenc (novembre 2024)¹⁶⁹. Arben Hajrullahu identifie deux causes structurelles principales à ce blocage¹⁷⁰ : la faiblesse institutionnelle du Kosovo face à la Serbie et l'ambiguïté de l'UE qui n'a jamais posé publiquement la reconnaissance du Kosovo comme condition de l'adhésion serbe. Ramadan Ilazi, Bekim Çollaku et Fisnik Rexhepi résument le paradoxe : le dialogue a fonctionné « comme une cocotte-minute pour l'UE - libérant juste assez de vapeur pour éviter une explosion, sans jamais résoudre les tensions sous-jacentes »¹⁷¹. La souveraineté kosovare est perçue par Pristina comme un processus performatif, faisant de chaque accord technique un levier de légitimation internationale en vue de la reconnaissance formelle¹⁷².

2.5.2. Le différend bulgaro-macédonien : l'instrumentalisation des identités nationales comme levier de veto

Le veto bulgare illustre de façon saisissante la capacité d'un État membre à instrumentaliser un différend identitaire pour entraver unilatéralement l'avancée d'un candidat. La Bulgarie conditionne la levée de son veto à l'inscription de la minorité bulgare dans la Constitution macédonienne¹⁷³ et à la reconnaissance de la filiation historique et linguistique commune¹⁷⁴, exigeant que le gouvernement arrivé au pouvoir en mai 2024 n'a toujours pas satisfaite¹⁷⁵. Ce contentieux remet frontalement en cause le caractère méritocratique du processus et met en lumière une faiblesse structurelle du *geopolitical actorness* européen : l'impossibilité d'imposer à un État membre d'abandonner un veto fondé sur des intérêts nationalistes.

¹⁶⁸ DELAUNEY, G., "Kosovo-Serbia row leaves Nato peacekeepers under attack", *BBC*, 2023, available at : <https://www.bbc.com/news/world-europe-65754211> (consulté le 16 avril 2026)

¹⁶⁹ EUROPEAN COMMISSION, "Kosovo 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", *op. cit.*, p. 47.

¹⁷⁰ HAJRULLAHU, A., "The Serbia Kosovo Dispute and the European Integration Perspective", *European Foreign Affairs Review*, vol. 24, 2019, p. 103.

¹⁷¹ ILAZI, R., COLLAKU, B., and REXHEPI, F., *Negotiating Peace in Kosovo: Local Perspective on European Union Mediation Efforts*, Cham, Palgrave Macmillan, 2025, p. 5 (notre traduction).

¹⁷² VISOKA, G., *Acting Like a State: Kosovo and the Everyday Making of Statehood*, London and New-York, Routledge, 2018, pp. 7-8.

¹⁷³ COMMISSION EUROPEENNE, « Le paquet 'élargissement' 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'UE », *op. cit.*

¹⁷⁴ DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *op. cit.*, p.4.

¹⁷⁵ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamised EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 4.

2.5.3. *Republika Srpska : instrument d'ingérence de la Serbie en Bosnie-Herzégovine*

L'architecture institutionnelle post-Dayton offre à la *Republika Srpska* un cadre propice à l'ingérence serbe. Le projet sécessionniste, la remise en question des institutions judiciaires constitutionnelles¹⁷⁶, la loi *Foreign Agent* et le refus de soumettre le *Reform Agenda*¹⁷⁷ illustrent un degré d'ingérence qui compromet les réformes nécessaires (*cfr.* 2.4.3.). Robert Dopchie démontre empiriquement qu'entre 2007 et 2022, les variations des fonds IAP n'ont produit aucune amélioration des valeurs fondamentales¹⁷⁸, invalidant empiriquement l'approche de la carotte et du bâton¹⁷⁹. La Bosnie-Herzégovine reste ainsi structurellement bloquée tant que la Constitution de Dayton n'est pas réformée, ce qui paraît peu probable à court terme¹⁸⁰. Dopchie identifie trois hypothèses imbriquées pour expliquer cet échec¹⁸¹ : la fragmentation institutionnelle ; la réticence de la communauté serbe à l'égard de l'UE ; et les ingérences russes et chinoises. L'octroi du statut de candidat en 2022, malgré des progrès limités reflète une inflexion géopolitique de l'UE¹⁸².

Ces trois contentieux, pris ensemble, confirment que la politique d'élargissement ne peut être analysée comme un processus purement technique et méritocratique : elle est traversée par des logiques de puissance dont l'analyse appelle précisément le recours au concept de *EU geopolitical actorness*.

2.6. Conclusion intermédiaire

L'examen de la politique d'élargissement dans les Balkans occidentaux révèle trois enseignements fondamentaux. La conditionnalité s'est révélée structurellement dépendante de la volonté politique des élites locales, volonté qui a systématiquement fait défaut au profit de la stabilitocratie. Cette stabilitocratie, tolérée par l'UE elle-même, a contribué à créer un *power vacuum* que des puissances concurrentes n'ont pas manqué d'occuper. Les contentieux bilatéraux confirment enfin que la politique d'élargissement est traversée par des logiques de puissance que la conditionnalité formelle ne peut résoudre seule. C'est précisément cette

¹⁷⁶ MARCIACQ, F., « L'Union européenne dans les Balkans : une puissance velléitaire ? », *op. cit.*, p. 140.

¹⁷⁷ Entretien n°1, 2025, p. 84

¹⁷⁸ DOPCHIE, R., "Bosnia and Herzegovina on the Western Balkan Chessboard: The EU's Soft Power Strategy", in LIKA, L., and RIGA, D. (eds), *EU Geopolitical Actorness in a Changing World*, Cham, Palgrave Macmillan, pp. 275-277.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 277.

¹⁸⁰ CADY, J-C., « La quête du Graal : l'intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », *op. cit.*, p. 111.

¹⁸¹ DOPCHIE, R., "Bosnia and Herzegovina on the Western Balkan Chessboard: The EU's Soft Power Strategy", *op. cit.*, pp. 278-283.

¹⁸² *Ibid.*, p. 285.

tension entre puissance normative et impératifs géopolitiques que la troisième partie se propose d'analyser dans son contexte géopolitique plus large.

3. Les Balkans occidentaux dans la géopolitique européenne

Si les dynamiques analysées dans la deuxième partie - stagnation de la conditionnalité, stabilitocratie et contentieux bilatéraux - révèlent les limites internes de la politique d'élargissement, elles ne sauraient être pleinement comprises sans être replacées dans le contexte géopolitique plus large dans lequel elles s'inscrivent. Dans cette troisième partie, nous analysons dans quelle mesure l'UE parvient à exercer son rôle de puissance normative dans les Balkans occidentaux et les limites structurelles de cette capacité (voy. 3.1.), avant d'analyser comment la Russie (voy. 3.2.1.) et la Chine (voy. 3.2.2.) ont progressivement comblé le *power vacuum* laissé par la stagnation de l'élargissement. Ce faisant, nous montrons que le *geopolitical actorness* européen dans les Balkans occidentaux est doublement fragilisé - par ses propres incohérences internes d'une part, et par la concurrence de puissances alternatives d'autre part - fragilité que la guerre en Ukraine vient simultanément révéler et reconfigurer.

3.1. L'UE comme puissance normative dans les Balkans occidentaux : apports et limites

La propagation de ses normes dans les Balkans occidentaux constitue l'approche privilégiée par l'UE pour exercer un rôle et une influence dans la région¹⁸³. Ce pouvoir normatif s'exerce précisément dans la région via deux canaux spécifiques : le PSA et la politique de conditionnalité¹⁸⁴. Les tenants de la puissance normative convergent sur l'idée qu'elle est la plus efficace là où une perspective d'adhésion réelle est proposée¹⁸⁵, ce qui signifie, *a contrario*, que la perte de crédibilité de cette perspective constitue précisément le point d'effondrement du pouvoir normatif européen dans les Balkans occidentaux.

3.1.1. L'utilisation de la puissance normative dans les Balkans occidentaux

Le *soft power* européen s'illustre concrètement dans le cas de l'Albanie, du Kosovo, du Monténégro et de la Macédoine du Nord, pour lesquels gouvernements et citoyens font de l'adhésion une priorité stratégique¹⁸⁶. L'exemple du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) démontre que la conditionnalité peut fonctionner : le statut de candidat de

¹⁸³ LIKA, L., et WEERTS, A., « Jeux et enjeux de l'Union Européenne : quels enseignements peut-on en tirer », *Cahiers de Science Politique de l'Université de Liège*, 2021, p. 106.

¹⁸⁴ LIKA, L., « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », *op. cit.*, pp. 124 -25.

¹⁸⁵ PETROVIC, M., and TZIFAKIS, N., "A geopolitical turn to EU enlargement, or another postponent? An introduction", *Journal of Contemporary European studies*, vol. 29, 2021, p. 159.

¹⁸⁶ LIKA, L., et WEERTS, A., « Jeux et enjeux de l'Union Européenne : quels enseignements peut-on en tirer », *op. cit.*, p. 107.

la Serbie¹⁸⁷ fut conditionné à la coopération avec le TPIY¹⁸⁸, conduisant aux arrestations de Ratko Mladic et Radovan Karadzic en 2011 et à l'ouverture des négociations en 2014¹⁸⁹. Cet exemple illustre ce que Frank Schimmelfennig nomme la « *community trap* »¹⁹⁰ : la pression normative collective est suffisamment forte pour contraindre des acteurs réticents à se conformer aux exigences européennes. Ce mécanisme n'opère cependant que lorsque deux conditions sont réunies : que le statut de candidat soit préalablement octroyé¹⁹¹ et que les dirigeants soient disposés à coopérer¹⁹². Or, c'est précisément la seconde condition qui fait défaut dans les Balkans occidentaux depuis les années 2010.

Ce délitement est empiriquement documenté par une analyse quantitative des stratégies d'élargissement¹⁹³ : entre la stratégie de 2015, présentant l'adhésion comme un outil de transformation démocratique, et celle de 2018¹⁹⁴, décrivant l'élargissement comme un « investissement géostratégique dans une Europe stable, forte et unie »¹⁹⁵, un glissement discursif significatif traduit le passage d'une logique normative à une logique de défense d'intérêts géopolitiques¹⁹⁶. Bieber identifie l'effet pervers de cette évolution : le processus technique d'adhésion devient un instrument de légitimation autoritaire - Aleksandar Vučić, Milo Dukanovic¹⁹⁷ et Nikola Gruevski¹⁹⁸ ont tous commencé leur ascension comme « réformateurs pragmatiques »¹⁹⁹ aux yeux des capitales européennes, et c'est cette reconnaissance externe qui a renforcé leur légitimité domestique²⁰⁰. Ce glissement n'est pas

¹⁸⁷ BRUJIC, M., "EU integration and the Serbian Orthodox Christianity: Socio-anthropological perspectives", *Journal for study of religions and ideologies*, vol. 16, n° 47, 2017, p. 32.

¹⁸⁸ « un nouveau cadre juridique pour les relations UE-Serbie », *Briefing (Parlement européen)*, 2011, disponible à l'adresse suivante : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2011-01-17/3/un-nouveau-cadre-juridique-pour-les-relations-ue-serbie> (consulté le 21 novembre 2024).

¹⁸⁹ CORCHIS, A., « Perceptions des pays membres et des institutions de l'Union européenne sur l'intégration de la Serbie et du Monténégro », *op. cit.*, p. 231.

¹⁹⁰ SCHIMMELFENNIG, F., "The Community Trap : Liberal Norms, Rhetorical Action, and the Eastern Enlargement of the European Union", vol. 55, 2001, pp. 62-66.

¹⁹¹ ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l'efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *op. cit.*, p. 804.

¹⁹² *Ibid.*, p. 816.

¹⁹³ SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *European journal of risk regulation (Cambridge University)*, 2025, pp. 1 – 18.

¹⁹⁴ PETROVIC, M., and TZIFAKIS, N., "A geopolitical turn to EU enlargement, or another postponent? An introduction", *op. cit.*, p. 160.

¹⁹⁵ *Loc. cit.*

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 159.

¹⁹⁷ Président du Montenegro de 2018 à 2023.

¹⁹⁸ Premier Ministre de la Macédoine du Nord de 2006 à 2016.

¹⁹⁹ BIEBER, F., *The Rise of Authoritarianism in the Western Balkans*, *op. cit.*, p. 104.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 105.

une nouveauté de la guerre en Ukraine, il constitue une tendance structurelle amorcée avant 2022 que la guerre viendra accélérer²⁰¹.

Le *Balkan Barometer* de 2025 confirme ce paradoxe : si le soutien des populations balkaniques à l'adhésion est à son plus haut niveau depuis une décennie (64%, contre 39% en 2016), seuls 26% des répondants estiment que l'adhésion d'un des États pourrait se produire d'ici 2030, et 17% pensent qu'elle n'arrivera jamais²⁰². Ce paradoxe illustre précisément l'écart entre la puissance d'attraction normative de l'UE et l'incapacité structurelle de sa conditionnalité à produire des effets tangibles.

3.1.2. La conditionnalité démocratique comme outil de projection

3.1.2.1. La conditionnalité comme instrument de crédibilité externe

La conditionnalité, à la différence de la simple incitation, exige des réformes préalables et implique des sanctions en cas de non-coopération²⁰³. Zaïki Laidi en conclut qu'elle constitue une « intégration asymétrique » acceptée par les candidats uniquement si un échange de gains politiques et économiques est promis²⁰⁴. Cette tension entre logique normative et logique politique se manifeste dans la divergence structurelle entre la Commission - davantage favorable à l'élargissement - et le Conseil européen, qui a fréquemment imposé des conditions supplémentaires aux critères de Copenhague pour défendre des intérêts nationaux²⁰⁵. Dans les Balkans occidentaux, la conditionnalité n'est efficace que tant que la perspective d'adhésion est réalistement atteignable – dès lors qu'elle perd en crédibilité, elle se vide de sa substance transformatrice, ouvrant l'espace dans lequel des puissances alternatives peuvent offrir des ressources sans exigences normatives.

²⁰¹ SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *op. cit.*, p. 12.

²⁰² "Balkan Barometer 2025 Public Opinion", *Regional Cooperation Council*, 2025, available at: https://www.rcc.int/balkanbarometer/key_findings_2025/2/ (consulté le 5 mai 2026)

²⁰³ ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l'efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *op. cit.*, p. 803.

²⁰⁴ LAIDI, Z., *La norme sans la force*, dans PETITHOMME, M., « Quelle politique de voisinage pour l'Union européenne ? Entre injonctions sécuritaires et conditionnalité démocratique, la puissance normative européenne en question », *Politique européenne*, n° 28, 2009, p. 170.

²⁰⁵ PETROVIC, M., and TZIFAKIS, N., "A geopolitical turn to EU enlargement, or another postponement? An introduction", *op. cit.*, p. 159.

3.1.2.2. *La remise en cause de la conditionnalité dans les Balkans occidentaux*

Gergana Noutcheva démontre que la politique européenne de construction étatique dans les Balkans occidentaux s'explique davantage par les motifs rationnels des États membres que par les normes de gouvernance de l'UE ou des principes universels de justice. Cette situation a ouvert un espace politique aux acteurs locaux peu enclins à se conformer aux exigences européennes, conduisant à une conformité davantage imposée que volontaire – l'action de l'UE s'apparentant davantage à celle d'un acteur stratégique prêt à exercer une pression sur des tiers lorsque son pouvoir d'attraction et de persuasion échoue²⁰⁶. « Le suivi des réformes effectuées par la Commission dans le domaine de l'État de droit se fait d'une manière essentiellement technique, qui se reflète dans les rapports d'élargissement : ceux-ci mettent en évidence les préoccupations mais ne supposent aucune conséquence politique importante »²⁰⁷ - et les 700 millions d'euros d'aide bilatérale à l'État de droit sur six ans se sont révélés insuffisants en raison des réseaux clientélistes qui contrôlent les institutions²⁰⁸. Cette incohérence stratégique affaiblit structurellement le *geopolitical actorness* européen dans la région, en révélant la limite fondamentale du modèle normatif : il ne peut produire d'effets que si les élites locales ont intérêt à se conformer.

3.1.3. *La crise interne comme facteur d'affaiblissement normatif*

3.1.3.1. *Les crises de l'État de droit et leurs effets d'exemplarité négative*

La fragilité normative de l'UE ne se limite pas à ses relations avec les Balkans occidentaux : elle est également le produit de ses propres incohérences internes (*cfr.* 2.3.1.)²⁰⁹. Ce qui mérite d'être souligné ici, au-delà du cas hongrois lui-même, c'est la dimension systémique de ce signal : le parti Fidesz, membre du groupe Patriotes pour l'Europe au Parlement européen²¹⁰, peut compter sur l'appui de ses alliés pour bloquer les sanctions européennes, tandis que la politique extérieure hongroise soutient gouvernementalement les activités russes sur son propre territoire²¹¹ - illustrant qu'un État membre peut simultanément

²⁰⁶ NOUTCHEVA, G., "Fake, partial and imposed compliance: the limits of the EU's normative power in the Western Balkans", *Journal of European Public Policy*, 2009, vol. 16, n° 7, p. 1081.

²⁰⁷ BOTTGER, K., et MAUGEAIS, D., « Contrer le recul de l'État de droit dans les Balkans occidentaux », *Société autrichienne pour la politique européenne*, 2021, p. 6.

²⁰⁸ *Loc. cit.*

²⁰⁹ Il convient tout de même de ne pas oublier la République Tchèque, la Slovaquie et la Roumanie, qui ont tous, connus un tournant néoconservateur, nationaliste et populiste.

²¹⁰ "Patriots for Europe", available at: <https://www.patriotsforeurope.eu/> (consulté le 6 mai 2026)

²¹¹ KOPPER, A., KORTVELEYSI, Z., MAJTENY, B. et SZALAI, A., « Logiques d'insécurité en Hongrie. Gouverner par le droit et par l'exclusion dans un régime illibéral », *op. cit.*, p. 109.

éroder l'État de droit en interne et protéger les dirigeants de certains États balkaniques au sein du Conseil européen.

3.1.3.2. *L'impact de l'incohérence interne sur la capacité normative externe*

« De nos jours, la perspective d'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux et les développements internes à l'UE sont aussi étroitement liés qu'ils ne l'ont jamais été »²¹²

L'UE est marquée par une contradiction structurelle fondamentale : elle ne peut projeter ce qu'elle ne garantit pas en interne. La primauté du droit européen – principe établi par l'*arrêt Costa c/ Enel* (1964)²¹³ – constitue une condition *sine qua non* de la puissance normative européenne dans sa projection internationale²¹⁴. Or, le Tribunal constitutionnel polonais a affirmé la primauté du droit polonais sur le droit européen²¹⁵, affaiblissant directement la capacité de l'UE à exiger des candidats le respect de l'État de droit²¹⁶. Les États membres puissants exercent une influence directe sur l'efficacité de la diffusion des normes, déforçant la capacité normative unitaire de l'UE²¹⁷. La non-application de l'article 7 du TUE – qualifié « d'option nucléaire »²¹⁸ – en raison de l'exigence d'unanimité, constitue une limite structurelle à la conditionnalité²¹⁹. En bref, il est structurellement impossible pour l'UE de projeter des normes qu'elle est incapable d'appliquer à ses propres membres²²⁰ et cette incohérence constitue précisément ce que Laurent Cohen-Tanugi qualifie de « limite fondamentale de la puissance normative comme instrument de puissance »²²¹. Cette incohérence illustre précisément la quatrième limite identifiée du *EU geopolitical actorness* (cfr. 1.2.4.) : la posture historiquement réactive de l'UE, incapable de projeter ce qu'elle ne garantit pas en interne²²².

Cette double fragilité - normative en interne, institutionnelle en externe – n'a pas seulement affaibli la crédibilité de l'UE dans les Balkans occidentaux : elle a ouvert un espace

²¹² BOTTGER, K., et MAUGAIS, D., « Contrer le recul de l'État de droit dans les Balkans occidentaux », *op. cit.*, p. 5.

²¹³ C.J.C.E., arrêt *Costa c/ Enel*, 15 juillet 1964, aff. C-6/64, CE:C:1964:64.

²¹⁴ COHEN-TANUGI, L., « L'Europe comme puissance normative internationale : état des lieux et perspectives », *RED*, n° 3, 2021, p. 106.

²¹⁵ RUPNIK, J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 21.

²¹⁶ *Loc. cit.*

²¹⁷ SAURUGGER, S., *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, pp. 308-310.

²¹⁸ CONSILIUM, "Timeline – Article 7: the story so far", *European Council, Council of the European Union*, 2026, available at: <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/article-7-procedures/timeline-the-story-of-article-7/> (consulté le 8 mai 2026).

²¹⁹ VIEILLEDENT, C., « Financements européens, conditionnalité et respect des valeurs, l'Union européenne s'arme », *op. cit.*, p. 84.

²²⁰ PETROVIC, M., and TZIFAKIS, N., "A geopolitical turn to EU enlargement, or another postponement? An introduction", *op. cit.*, p. 159.

²²¹ COHEN-TANUGI, L., « L'Europe comme puissance normative internationale : état des lieux et perspectives », *op. cit.*, p. 106.

²²² SIMAO, L., "Unpacking the EU's International Actorness: Debates, Theories and Concepts", *op. cit.*, p. 14.

que des puissances concurrentes ont su occuper avec une efficacité que la conditionnalité européenne n'a pas été en mesure de contrebalancer.

3.2. Rivalités extérieures dans les Balkans occidentaux

La région des Balkans occidentaux est un terrain de compétition fertile aux influences des grandes puissances extérieures²²³. Federica Mogherini²²⁴ y voyait l'un des « échiquiers où le grand jeu de puissance peut se jouer »²²⁵, tandis que Johannes Hahn²²⁶ soulignait que « l'élargissement de l'UE n'est pas simplement un projet altruiste mais dans nos intérêts géopolitiques vitaux »²²⁷. Progressivement, l'UE et les États-Unis ont connu un déclin relatif de leur influence²²⁸ au profit de la Russie, de la Chine²²⁹ et de la Turquie²³⁰. Bieber attire l'attention sur une dimension souvent négligée : les acteurs non-occidentaux fonctionnent également comme instrument rhétorique aux mains des gouvernements balkaniques - en agitant le spectre de l'ingérence russe ou chinoise, ces derniers neutralisent la conditionnalité démocratique²³¹.

3.2.1. La Russie comme acteur de déstabilisation stratégique

3.2.1.1. Le « soft power » russe : une approche stratégique

Le *soft power* russe a été explicitement défini par Vladimir Poutine en 2012 comme « un ensemble d'outils et de méthodes permettant d'atteindre des objectifs de politique étrangère sans recours à la force, en employant exclusivement des leviers d'influence informationnels et autres »²³². Dans la pratique, la stratégie hybride russe repose sur quatre piliers : des campagnes de désinformation, de l'ingérence politique, des cyberattaques et l'exploitation de l'influence

²²³ LIKA, L., « Les Balkans occidentaux entre l'intégration européenne et la projection d'influence des puissances émergentes », *op. cit.*

²²⁴ Haute représentante de l'UE pour la PESC de 2014 à 2019.

²²⁵ EUROPEAN UNION EXTERNAL ACTION, «Remarks by High Representative/Vice-President Federica Mogherini following the Foreign Affairs Council», *The Diplomatic Service of the European Union*, 2017, available at : https://www.eeas.europa.eu/node/22056_en (consulté le 11 mai 2026) (notre traduction).

²²⁶ Commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage de 2014 à 2019

²²⁷ PETROVIC, M., and TZIFAKIS, N., «A geopolitical turn to EU enlargement, or another postponent? An introduction », *op. cit.*, p. 160.

²²⁸ LIKA, L., «The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers' projection of influence», *op. cit.*, p. 13.

²²⁹ RADELIJC, B., and OZSAHIN, M. C., «The inefficiency of EU leverage in Serbia during the Russia-Ukraine war», *Journal of southeast European and Black Sea studies*, vol. 23, 2023, p. 703.

²³⁰ La Turquie constitue également un acteur d'influence dans les Balkans occidentaux mais son influence s'inscrit davantage dans une logique de puissance régionale concurrente à l'UE, dépassant ainsi le cadre de ce travail.

²³¹ BIEBER, F., *The Rise of Authoritarianism in the Western Balkans*, *op. cit.*, p. 109.

²³² LOUKIANOV, F., « Les paradoxes du soft power russe », *La revue internationale et stratégique*, vol. 92, n° 4, 2013, p. 149.

économique à des fins politiques²³³. Ces instruments nourrissent un triple objectif : ralentir l'intégration des Balkans occidentaux dans les institutions occidentales ; saper la présence de l'UE et l'OTAN dans la région ; et protéger les intérêts économiques russes²³⁴. Arlinda Rustemi et *al.* qualifient le rôle de la Russie dans les Balkans occidentaux de « disrupteur »²³⁵ : elle crée de l'instabilité en semant de la confusion, l'idéologie n'étant pas sa priorité, mais l'émission d'un pouvoir d'attraction sur les populations locales.

3.2.1.2. Les leviers d'influence russes dans les Balkans occidentaux

Ces quatre piliers se déclinent concrètement en trois leviers d'influence identifiables dans les Balkans occidentaux : *politique et identitaire, médiatique et informationnel, et énergétique*.

a) Leviers politiques et identitaires

La Russie exploite le lien panslave et panorthodoxe²³⁶ comme marqueur identitaire central, se présentant comme protecteur des valeurs traditionnelles face à un modèle européen perçu comme trop libéral²³⁷, notamment dans les communautés orthodoxes de Serbie, du Monténégro de Macédoine du Nord et en *Republika Srpska*²³⁸. La Serbie en constitue le cas le plus emblématique : selon le FBIC Index, la Russie y détenait 11,02% de l'influence totale en 2016, devançant l'Allemagne (8,59%) et la France (3,69%)²³⁹. Cette ambivalence ne lui est pas propre : Nikola Gruevski avait refusé de s'aligner sur les sanctions européennes contre la Russie après la Guerre du Donbass en 2014²⁴⁰ ; Milorad Dodik exploitait les liens russo-serbes pour consolider la *Republika Srpska*²⁴¹ ; et le Monténégro a subi une tentative de coup d'État pro-

²³³ RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., "Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans", *The Hague Centre for Strategic Studies*, 2019, p. 107.

²³⁴ CAPRILE, A., and STANICEK, B., "Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference", *op. cit.*, p. 5.

²³⁵ RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., "Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans", *op. cit.*, pp. 107-108.

²³⁶ CAPRILE, A., and STANICEK, B., "Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference", *op. cit.*, p. 5.

²³⁷ CUPPULERI, A., and VELIU ASHIKU, L., "The multidimensional soft power of illiberal states: Russia in the Western Balkans", *op. cit.*, p. 769.

²³⁸ LIKA, L., "The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers' projection of influence", *op. cit.*, p. 14.

²³⁹ RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., "Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans", *op. cit.*, p. 108.

²⁴⁰ BECHEV, D., *Rival Power: Russia's influence in the Southeast Europe*, New Haven, Yale University Press, 2017, p. 52.

²⁴¹ RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., "Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans", *op. cit.*, p. 116.

russe lors des élections de 2016²⁴². Il convient toutefois de nuancer : 50% des orthodoxes serbes demeurent favorables à l'adhésion à l'UE²⁴³ - l'euroscepticisme serbe s'explique davantage par la demande européenne de normalisation des relations avec le Kosovo²⁴⁴ que par attachement identitaire à la Russie. Branislav Radeljić et Cunyet Özşahin qualifient cela de « diplomatie multivecteurs »²⁴⁵ au service de la survie politique du régime.

b) Leviers médiatiques et informationnels

Les médias et la sphère informationnelle constituent l'un des leviers principaux de l'influence russe dans les Balkans occidentaux²⁴⁶, avec pour objectif d'entraver le rapprochement des pays de la région avec les institutions occidentales²⁴⁷.

RussiaToday (RT) Balkans²⁴⁸, lancé en 2024 malgré les sanctions européennes²⁴⁹ et *Sputnik Srbija* ouvert en 2015²⁵⁰, constituent les deux instruments principaux d'influence médiatique. Depuis le lancement de Sputnik, la popularité russe parmi les Serbes est passée de 47,8% à 60% en 2017²⁵¹ - 63% des Serbes tenant l'Occident pour responsable de la guerre en Ukraine²⁵². L'influence russe transite en grande partie par la Serbie comme vecteur intermédiaire : les médias serbes constituent 58% des sources de désinformation, contre 9% pour les médias russes²⁵³. Marlène Laruelle souligne toutefois les limites de cette stratégie : RT

²⁴² RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., "Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans", *op. cit.*, p. 116.

²⁴³ BRUJIC, M., "EU integration and the Serbian Orthodox Christianity: Socio-anthropological perspectives", *op. cit.*, p. 39.

²⁴⁴ HERTA, L., « le triangle Union européenne – Serbie – Kosovo : le pouvoir normatif fonctionne-t-il ? », *Synergies Roumanie*, n° 18, 2023, p. 28.

²⁴⁵ RADELIJC, B., and OZSAHIN, M. C., "The inefficiency of EU leverage in Serbia during the Russia-Ukraine war", *op. cit.*, p. 705.

²⁴⁶ CAPRILE, A., et STANICEK, B., "Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference", *op. cit.*, p. 5.

²⁴⁷ LIKA, L., "The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers' projection of influence", *op. cit.*, p. 14.

²⁴⁸ GERARD, C., MAROTTE, G., et SALAMATIAN, L. (eds), *RT, Sputnik et le mouvement des Gilets jaunes : cartographie des communautés politiques sur Twitter*, France, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2020, p. 3.

²⁴⁹ CAPRILE, A., et STANICEK, B., "Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference", *op. cit.*, p. 5.

²⁵⁰ VUKSANOVIC, V., "So Similar, Yet So Different: Russia and Turkey in the Western Balkans – The case of Serbia", *Uluslararası İlişkiler (International Relations)*, vol. 20, n° 79, 2023, p. 108.

²⁵¹ RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., "Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans", *op. cit.*, p. 121.

²⁵² RADELIJC, B., and OZSAHIN, M. C., "The inefficiency of EU leverage in Serbia during the Russia-Ukraine war", *op. cit.*, p. 707.

²⁵³ ISD Global, "Monitoring Influence & Disinformation Campaigns in the Western Balkans (MEDIWEB)", p. 23., 2024, available at: <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2024/12/Monitoring-Influence-and-Disinformation-Campaigns-in-the-Western-Balkans.pdf> (consulté le 12 mai 2026)

et Sputnik « jouent (...) des peurs et des contradictions de l'Occident, plus qu'ils ne croient sincèrement les modeler »²⁵⁴.

c) Leviers énergétiques

La Russie détient, via Gazprom Neft, 51%²⁵⁵ de la société serbe *Naftna Industrija Srbija* (NIS)²⁵⁶ et contrôle le *Trans Balkan Pipeline*, unique route gazière de la Macédoine du Nord²⁵⁷. La *Republika Srpska* demeure sous influence russe via des raffineries opérant à perte - le profit économique étant secondaire au levier de contrôle politique²⁵⁸. En réponse, l'UE a développé le corridor gazier du Sud²⁵⁹ et le *Trans Atlantic Pipeline* (TAP)²⁶⁰, traduisant une véritable « guerre des gazoducs »²⁶¹ pour l'influence géopolitique dans la région.

Ces trois leviers illustrent la capacité de Moscou à exploiter le *power vacuum* laissé par la stagnation de l'élargissement, confirmant que le *geopolitical actorness* européen se heurte à un concurrent qui offre des ressources sans conditionnalités normatives.

3.2.2. La Chine comme partenaire économique alternatif

3.2.2.1. L'expansion économique chinoise dans les Balkans occidentaux

Au début du 21^{ème} siècle, la Chine a développé une diplomatie « multi-canal »²⁶² reposant sur trois canaux²⁶³ : le projet « *Belt and Road Initiative* »²⁶⁴ (BRI) ; l'initiative globale « 17 + 1 »²⁶⁵ (2012) et les relations bilatérales entre la Chine et les États tiers²⁶⁶. La Chine a investi 32 milliards d'euros dans la région entre 2009 et 2021 dans le cadre de l'initiative 17 +

²⁵⁴ LARUELLE, M., « L'idéologie comme instrument du *soft power* russe. Succès, échecs, incertitudes », *Hérodote*, 2017, p. 31.

²⁵⁵ GLAMOTCHAK, M., « Les relations Russie-Serbie : l'âme slave à l'épreuve de l'énergie », *Outre-terre*, vol. 41, n° 4, 2014, p. 378.

²⁵⁶ MARCIACQ, F., « Serbia: Looking East, going West? », *op. cit.*, p. 71.

²⁵⁷ RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., « Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans », *op. cit.*, pp. 110-111.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 111.

²⁵⁹ BECHEV, D., « Russia: Playing a weak hand well », in BIEBER, F., and TZIFAKIS, N. (eds), *The Western Balkans in the World. Linkages and relations with non-western countries*, London and New York, Routledge, p. 191.

²⁶⁰ GLAMOTCHAK, M., « Les Balkans Occidentaux ou le transit de l'énergie », *Diplomatie*, n° 78, 2016, pp. 67-68.

²⁶¹ GLAMOTCHAK, M., « Diplomatie gazières dans les Balkans : la Russie et l'Union européenne », *Géoéconomie (Paris)*, vol. 69, n° 2, p. 88.

²⁶² VANGELI, A., « China: a new geo-economic approach to the Balkans », in BIEBER, F., and TZIFAKIS, N. (eds), *The Western Balkans in the World. Linkages and relations with non-western countries*, London and New York, Routledge, p. 206.

²⁶³ *Loc. cit.*

²⁶⁴ LIKA, L., « The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers' projection of influence », *op. cit.*, p. 16.

²⁶⁵ *Ibid.*, pp. 15-16.

²⁶⁶ VANGELI, A., « China: a new geo-economic approach to the Balkans », *op. cit.*, p. 208.

1, dont 10,3 milliards uniquement en Serbie, la dette serbe envers la Chine atteignant 3,7 milliards de dollars²⁶⁷. De fait, la moitié des projets de ladite initiative dans les Balkans occidentaux concernent la Serbie : routes, ponts, infrastructures énergétiques, gouvernance digitale, équipements militaires,...²⁶⁸. Malgré cela, l'UE reste le premier partenaire économique des Balkans occidentaux, avec 70% des investissements directs étrangers et 81% des exportations²⁶⁹.

3.2.2.2. Les effets de l'endettement et de la dépendance financière

Les prêts chinois sont privilégiés par les gouvernements balkaniques car accordés rapidement et sans conditionnalités politiques²⁷⁰. Cette logique a engendré un endettement fort des États balkaniques envers la Chine, créant une dépendance économique structurelle²⁷¹.

Cette analyse doit néanmoins être nuancée par une lecture empirique de Dealan Riga : la rivalité sino-européenne dans les Balkans occidentaux est structurellement surestimée. Sur le plan commercial, l'UE reste le premier partenaire économique de la région, couvrant 57,9 % des importations et 81 % des exportations, contre seulement 11,6 % et 3,2 % pour la Chine²⁷². Plus fondamentalement, Riga propose une distinction analytique décisive : la Chine est l'alternative que des acteurs tiers choisissent d'activer selon leurs propres intérêts²⁷³. C'est donc moins la stratégie chinoise que l'intentionnalité des élites balkaniques qui explique l'attractivité apparente du modèle chinois. La question n'est donc pas la menace chinoise, mais pourquoi les failles de la conditionnalité rendent cette alternative crédible.

²⁶⁷ KOTSEVA, A., "Chinese loans fuel Serbia's growth, but at what cost?", *News & views. The cooperative media startup*, 2026, available at: <https://eualive.net/chinese-loans-fuel-serbias-growth-but-at-what-cost/> (consulté le 13 mai 2026)

²⁶⁸ MARCIACQ, F., « L'Union européenne dans les Balkans : une puissance velléitaire ? », *op. cit.*, p. 147.

²⁶⁹ THINK TANK, "China's strategic interests in the Western Balkans", *European Parliament*, 2022, available at: [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2022\)733558](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2022)733558) (consulté le 13 mai 2026)

²⁷⁰ KRSTINOVSKA, A., "Western Balkans Economic cooperation with China: between "positive" conditionality and economic coercion", *China observer*, 2024, available at: <https://chinaobservers.eu/western-balkans-economic-cooperation-with-china-between-positive-conditionality-and-economic-coercion/> (consulté le 13 mai 2026)

²⁷¹ CADY, J-C., « La quête du Graal : l'intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », *op. cit.*, p. 109.

²⁷² RIGA, D., "China as a Systemic Rival to the EU: Unveiling Its Alternative Model Promotion in the Western Balkans", in BAKARE, N., and SAUD, A. (eds), *China's Globalization and the New World Order*, Singapore, Palgrave Macmillan, 2025, p. 297.

²⁷³ *Ibid.*, pp. 289-290.

3.3. Conclusion intermédiaire

L'analyse conduite dans cette troisième partie permet de dégager un constat d'ensemble qui répond partiellement à notre question de recherche : le *geopolitical actorness* européen était déjà en tension avant 2022, fragilisé de l'intérieur par ses incohérences normatives et de l'extérieur par la concurrence de puissances alternatives.

Sur le plan normatif, l'UE ne peut projeter ce qu'elle ne garantit pas en interne²⁷⁴ - le cas hongrois illustrant la limite fondamentale du *EU geopolitical actorness*²⁷⁵.

Sur le plan géopolitique, la Russie et la Chine ont démontré que le *geopolitical actorness* européen n'est pas sans concurrents. En proposant des ressources sans conditionnalités politiques²⁷⁶, ces deux puissances ont non seulement comblé le *power vacuum* mais ont également souligné une limite structurelle de la stratégie européenne : la conditionnalité n'est efficace que si elle est perçue comme la seule voie d'accès aux ressources²⁷⁷.

La guerre en Ukraine ne crée pas ces fragilités, elle les révèle et les reconfigure – c'est précisément cette reconfiguration que la dernière partie se propose d'analyser.

²⁷⁴ SAURUGGER S., *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, pp. 308-310.

²⁷⁵ DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 170.

²⁷⁶ CADY, J-C., « La quête du Graal : l'intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », *op. cit.*, p. 109.

²⁷⁷ ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l'efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *op. cit.*, p. 816.

4. L'impact de la guerre en Ukraine : une rupture ou une continuité dans la politique d'élargissement ?

Si les parties deux et trois ont mis en évidence les fragilités structurelles du *geopolitical actorness* européen dans les Balkans occidentaux, elles ont également établi que ces tensions préexistaient à 2022. La guerre en Ukraine constitue dès lors le moment empirique central de ce mémoire : celui où ces fragilités sont simultanément révélées et mises à l'épreuve. Dans cette quatrième et dernière partie, nous analysons dans quelle mesure l'attaque russe du 24 février 2022 a affirmé et reconfiguré le *EU geopolitical actorness* (voy. 4.1.), avant d'examiner si cette reconfiguration constitue une transformation structurelle de la politique d'élargissement à l'égard des Balkans occidentaux ou si elle n'en déplace que les termes sans en résoudre les contradictions fondamentales (voy. 4.2.).

4.1. La guerre en Ukraine et l'affirmation du *EU geopolitical actorness*

« La relance du processus d'élargissement à la suite de l'invasion russe en Ukraine est, à ce jour, le signe le plus évident d'un tournant géopolitique dans l'élargissement de l'UE »²⁷⁸

L'attaque du 24 février 2022²⁷⁹ agit comme un catalyseur d'une transformation européenne déjà amorcée, et non comme une rupture radicale, affirmant ainsi la déclaration d'Ursula von der Leyen en 2019 relative au tournant géopolitique de sa Commission²⁸⁰. Elle précisait dans son discours sur l'État de l'Union de 2022 : « vous faites partie de notre famille, votre avenir est au sein de notre Union, et notre Union n'est pas complète sans vous ! »²⁸¹. Ce tournant confirme ce qu'avaient anticipé Bretherton et Vogler²⁸² : la guerre a reconfiguré les trois dimensions du *EU geopolitical actorness* en créant une opportunité géopolitique inédite, en renforçant la présence normative de l'UE, et en testant ses capacités réelles d'action dans

²⁷⁸ SCHIMMELFENNIG, F., "The Advent of Geopolitical Enlargement and its Credibility Dilemma", in DZANKIC J. and *al.* (dir.), *A Year Later: War in Ukraine and Western Balkan (Geo)Politics*, San Domenico di Fiesole, European University Institute, 2023, p. 187.

²⁷⁹ JANSEN, T. et AHAMAD MADATALI, H., « Accords d'association entre l'Union européenne et la Géorgie, la Moldavie, et l'Ukraine – les voies de l'adhésion à l'Union » dans *Paix et Sécurité en 2022 du Service de recherche du Parlement européen (ERPS)*, 2022, p. 1, disponible à l'adresse suivante : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ffe3050a-139b-11ed-8fa0-01aa75ed71a1/language-fr/format-PDF/source-299085416> (consulté le 16 décembre 2023).

²⁸⁰ BASTIAN, K., "The EU in the Eastern Mediterranean – a "Geopolitical" Actor?", *op. cit.*, p. 483.

²⁸¹ VON DER LEYEN, U., "State of the Union Address", *European Commission*, 2022, available at: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_22_5493 (consulté le 14 mai 2026)(notre traduction).

²⁸² BRETHERTON C. and VOGLER J., *The European Union as a Global Actor*, *op. cit.*, pp. 24-25

son voisinage immédiat²⁸³. Selon Rupnik, la guerre révèle ainsi un double conflit : entre la démocratie et l'autocratie d'une part, et entre la Russie et l'Europe d'autre part²⁸⁴.

4.1.1. Le choc stratégique de 2022 et la redéfinition des priorités européennes

4.1.1.1. L'invasion russe comme rupture sécuritaire majeure

L'invasion russe est qualifiée par Borrell de « plus grand défi à l'ordre européen de sécurité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale »²⁸⁵. Orenstein met en évidence que l'attaque a transformé l'UE à un triple niveau : institutionnel, politique et géographique²⁸⁶. Deux facteurs motivent l'avènement de cette consolidation géopolitique : l'insécurité que fait peser la Russie sur le continent européen, poussant l'UE à affirmer sa capacité d'acteur face à une grande puissance ; et la mémoire de la Guerre froide, exacerbant les inquiétudes sécuritaires des États membres²⁸⁷. Sur base d'une analyse quantitative des rapports de la Commission entre 2013 et 2023, une hausse significative des priorités géopolitiques (*GPU model*) est documentée dans les Balkans occidentaux post-2022, tandis que l'UE connaît un recul relatif de ses priorités normatives (*NPE model*) au profit des considérations géopolitiques²⁸⁸. La guerre constitue donc un *moment critique* plutôt qu'un *tournant décisif* dans la politique d'élargissement, la considération géopolitique gagnant du terrain sans remplacer entièrement la dimension normative²⁸⁹.

4.1.1.2. Le renforcement des instruments de politique étrangère et de sécurité

La PESC, socle institutionnel de l'action extérieure, demeure fragilisée par son caractère intergouvernemental²⁹⁰ et la prépondérance de l'OTAN²⁹¹. Face à l'invasion russe, l'UE a mobilisé une pluralité d'instruments inédits traduisant une montée en puissance stratégique et adoptant une réponse multidimensionnelle. Sur le plan institutionnel, la Commission a renforcé son rôle supranational, devenant notamment un acteur central dans la défense

²⁸³ LIKA, L., et WEERTS, A., « Jeux et enjeux de l'Union Européenne : quels enseignements peut-on en tirer », *op. cit.*, p. 107.

²⁸⁴ RUPNIK J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 17.

²⁸⁵ BORRELL, J., « L'Europe dans l'interregne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine », *op. cit.*, p. 116.

²⁸⁶ ORENSTEIN, M., « The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine », *op. cit.*, p. 338.

²⁸⁷ ANGHEL, V. and DZANKIC, J., « Wartime EU: consequences of the Russia – Ukraine war on the enlargement process », *op. cit.*, p. 490.

²⁸⁸ SCHWARZ, O., « Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement? », *op. cit.*, p. 17.

²⁸⁹ *Loc. cit.*

²⁹⁰ KEUKELEIRE, S., and DELREUX, T., *The foreign policy of the European Union*, New-York, Palgrave MacMillan, 2014, p. 157.

²⁹¹ *Loc. cit.*

industrielle européenne²⁹². Sur le plan des sanctions, 17 paquets adoptés à l'unanimité²⁹³ - passant de mesures ciblées en 2014 à une attaque globale de la production industrielle russe depuis 2022²⁹⁴ - illustrent la nécessité d'adopter une posture unie²⁹⁵. Sur le plan de la défense, une cascade d'instruments successifs, tels que *l'European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act* (EDIRPA) en juillet 2022, *l'Act in Support of Ammunition Production* (ASAP) en mai 2023, puis *l'European Defence Industry Programme* (EDIP) en mars 2024²⁹⁶, complétés par l'initiative *ReArm Europe/Readiness 2030 defence initiative*, mobilisant 800 milliards d'euros²⁹⁷ et le *Strategic Compass* en 2022 plaidant pour une autonomie stratégique européenne²⁹⁸. Sur le plan humanitaire et énergétique, la réactivation de la « Directive pour la Protection Temporaire » pour la première fois depuis 2001²⁹⁹ - 4 millions d'ukrainiens bénéficiaient de ce statut en 2023³⁰⁰, et *RePowerEU*, visant à rompre avec la dépendance aux hydrocarbures russes³⁰¹, complètent ce tableau. Un package d'un milliard d'euros ayant par ailleurs été adopté, en ce sens, pour les Balkans occidentaux en 2022³⁰².

Ces avancées doivent être nuancées : la majorité des décisions militaires ont été prises par les États membres et non par l'UE elle-même³⁰³, qui demeure incapable d'agir sans l'OTAN³⁰⁴. Laïdi le formule avec acuité : « l'Europe craint plus que tout la véritable indépendance »³⁰⁵. Les opinions publiques européennes soutiennent simultanément l'OTAN et une défense européenne autonome³⁰⁶, confirmant que le *geopolitical actorness* européen repose

²⁹² MOSER, C., "On the Way to a European Defence Union", *Verfblog*, 2024, p. 3.

²⁹³ CONSILIUM, « Guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine : l'UE approuve le 17^e train de sanctions », *Conseil européen. Conseil de l'Union européenne*, 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/05/20/russia-s-war-of-aggression-against-ukraine-eu-agrees-17th-package-of-sanctions/> (consulté le 15 mai 2026)

²⁹⁴ MEISSNER, K., and GRAZIANI, C., "Who is on the Sanctions List? The transformation and Design of EU restrictive Measures Against Russia », *Journal of European Integration*, vol. 45, n° 3, 2023, pp. 379-380.

²⁹⁵ TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *op. cit.*, p. 38.

²⁹⁶ SABATINO, E., and LAWRENSON, T., "Russia a catalyst for EU Defence?", *International Institute for Strategic Studies*, 2025, p. 3.

²⁹⁷ CIOLAN, M-I., and MOYER, J., "Navigating Uncertainty: Where Are EU-US Relations Headed?", *European View*, vol. 24, n° 3, 2023, p. 46.

²⁹⁸ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *op. cit.*, p. 336.

²⁹⁹ *Ibid.*, p. 335.

³⁰⁰ DARVAS, Z., DABROWSKI, M., GRABBE, H., LERY MOFFAT, L., SAPIR, A., and ZACHMANN, G., "The impact on the European Union of Ukraine's potential future accession", *bruegel*, 2024, p. 18, available at: <https://www.bruegel.org/sites/default/files/private/2024-04/Report%2002.pdf> (consulté le 10 mai 2026).

³⁰¹ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *op. cit.*, p. 334.

³⁰² EUROPEAN COMMISSION, "2023 Communication on EU Enlargement Policy", *EUR-Lex*, 2023, available at: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex:52023DC0690> (consulté le 15 mai 2026)

³⁰³ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *op. cit.*, p. 337.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 335.

³⁰⁵ LAIDI, Z., "Why Is Europe Afraid of Defending Itself?", *Project Syndicate*, 2025, p. 2.

³⁰⁶ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *op. cit.*, p. 338.

davantage sur deux institutions aux logiques concurrentes que sur une autonomie stratégique pleinement assumée.

4.1.2. L'octroi du statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie

L'examen des réponses institutionnelles et politiques de l'UE a mis en évidence une transformation significative de ses instruments d'action extérieure. Mais c'est au niveau géographique, le troisième niveau identifié par Orenstein, que la rupture est peut-être la plus saisissante³⁰⁷.

4.1.2.1. Une décision fondée sur des impératifs géopolitiques

L'octroi du statut d'État candidat à l'Ukraine le 24 juin 2022³⁰⁸ oblige l'UE à repenser la délimitation de ses frontières, vaguement déterminée au sein de l'article 49 du TUE (*cfr.* 2.1.), le flou intentionnellement entretenu autour de cette délimitation ayant jusqu'alors conféré au projet européen un caractère infini³⁰⁹. Cette décision est d'autant plus saisissante que la Commission souhaite avancer sur la candidature d'un État qui ne contrôle pas entièrement son territoire, dont l'État de droit n'est pas consolidé et dont l'économie ne répond pas aux critères de Copenhague³¹⁰ - traduction de ce que Anghel et Dzankic appellent le « *wartime decision making* »³¹¹ : une décision dont le double objectif géopolitique est la stabilisation de l'UE et la construction de la sécurité, sans nécessairement garantir l'adhésion à terme³¹². Deux éléments distinguent toutefois l'Ukraine des États balkaniques : elle a déjà signé un accord de libre-échange avec l'UE et est stratégiquement centrale pour la sécurité européenne³¹³. Cependant, Michael Emerson et Steven Blockmans résument le parallélisme européen entre les Balkans occidentaux et la situation ukrainienne : « dès lors que les conditions techniques sont réunies, la géopolitique l'emporte sur une approche fondée sur les fondamentaux »³¹⁴. Schimmelfennig tempère néanmoins cette lecture : la décision d'octroi du statut et les avancées dans le processus

³⁰⁷ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *op. cit.*, p. 338.

³⁰⁸ RUPNIK, J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 19.

³⁰⁹ MAILLARD, S., « L'élargissement de l'UE et la transformation du continent », *Politique étrangère*, 2022, vol. 4, p. 108.

³¹⁰ RUPNIK, J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 20.

³¹¹ ANGHEL, V. and DZANKIC, J., "Wartime EU: consequences of the Russia – Ukraine war on the enlargement process", *op. cit.*, p. 488 (notre traduction).

³¹² *Loc. cit.*

³¹³ ORENSTEIN, M., "The European Union's transformation after Russia's attack on Ukraine", *op. cit.*, p. 338.

³¹⁴ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamised EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 3.

conservent une dimension essentiellement symbolique et ne constituent pas nécessairement des indicateurs fiables de progrès vers l'adhésion³¹⁵.

4.1.2.2. *Les implications pour la conditionnalité démocratique*

L'ouverture vers l'Ukraine et la Moldavie envoie un signal ambigu aux États balkaniques : la logique méritocratique semble avoir cédé la place à la volonté politique et géopolitique³¹⁶. Les conclusions du Conseil européen de juin 2022, réaffirment que « les progrès de chaque pays dépendront de ses mérites propres »³¹⁷, confirmé par la Commission dans sa communication sur la politique d'élargissement : « l'adhésion est et restera un processus fondé sur le mérite, entièrement lié aux progrès objectifs réalisés par chaque pays »³¹⁸. Les résultats empiriques contredisent pourtant ce discours : les références normatives post-2022 mettent en évidence une hausse du *GPU model* au détriment du *NPE model*³¹⁹. La preuve en est que : la Serbie avance malgré ses reculs démocratiques – Ursula von der Leyen félicitait d'ailleurs Aleksandar Vučić en octobre 2024³²⁰ - et la Bosnie-Herzégovine obtient le feu vert pour l'ouverture des négociations en mars 2024 malgré des réformes limitées³²¹. Corine Stratulat ajoute que « (la) Commission n'a rien à perdre à prétendre qu'elle peut mener de front ces deux objectifs – à savoir l'urgence et la rigueur – (...). La question est de savoir si cette tactique contribue à renforcer la crédibilité et le poids de cette politique, déjà mis à mal »³²². Il existe donc une tension fondamentale entre la dimension normative de l'UE et les impératifs géopolitiques – tension qui constitue précisément le nœud analytique de la section suivante.

³¹⁵ SCHIMMELFENNIG F., "The Advent of Geopolitical Enlargement and its Credibility Dilemma", *op. cit.*, pp. 189-190.

³¹⁶ DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 169.

³¹⁷ CONSILIUM, « Conseil européen, 23-24 juin 2022 », *Conseil européen. Conseil de l'Union européenne*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2022/06/23-24/> (consulté le 18 mai 2026).

³¹⁸ EUROPEAN COMMISSION, "2023 Communication on EU Enlargement Policy", *op. cit.*

³¹⁹ SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *op. cit.*, p. 17.

³²⁰ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 7.

³²¹ *Ibid.*, p. 8.

³²² STRATULAT, C., "A schizophrenic EU enlargement package », *European Policy Centre*, 2023, available at: <https://www.epc.eu/en/Publications/Enlargement-Package-marks-a-turn-in-policy-to-the-East-558a70> (consulté le 18 mai 2026) (notre traduction).

4.1.3. Les répercussions sur les Balkans occidentaux

Si la guerre a redéfini les priorités européennes en matière d'élargissement, elle a simultanément reconfiguré la perception qu'en ont les États balkaniques et les ajustements qu'ils ont opérés.

4.1.3.1. Le sentiment de différenciation et de traitement inégal

Depuis Thessalonique³²³, les États des Balkans occidentaux attendent une adhésion qui ne s'est toujours pas matérialisée, se sentant « traités marginalement (...) et bercés d'illusions, de conférences en sommets (...) »³²⁴. L'octroi du statut de candidat à l'Ukraine en quatre mois a décuplé ce sentiment³²⁵. Si les dirigeants de l'Albanie, du Monténégro et de la Macédoine du Nord se sont montrés conciliants, se présentant comme partenaires plutôt que comme des concurrents³²⁶, ce soutien ne fait pas disparaître la fatigue de l'élargissement dans le chef des dirigeants balkaniques³²⁷. Borrell qualifiait d'ailleurs la situation de « moment décisif pour l'Europe »³²⁸, tandis qu'Alexander Schallenberg avertissait qu'ignorer les Balkans occidentaux serait un « désastre géostratégique »³²⁹.

À cette frustration s'ajoute ce que Milica Uvalić documente comme des « *misperceptions* mutuelles »³³⁰ alimentant un cercle vicieux entre l'euroscepticisme balkanique, qui à son tour légitime la réticence des opinions publiques des États membres. La guerre en Ukraine n'a que partiellement brisé ce cercle : si elle a relancé l'agenda de l'élargissement au niveau institutionnel, les perceptions profondes qui en conditionnent la viabilité politique à long terme restent structurellement inchangées. Le risque identifié par Krystyna Parandii est donc réel : une politique d'élargissement à double vitesse ouvre la voie aux slogans nationalistes et à la croissance eurosceptique³³¹.

³²³ MIREL, P., « Union européenne-Balkans occidentaux : les illusions perdues ? », *op. cit.*, p. 11.

³²⁴ *Ibid.*, p. 22.

³²⁵ DOPCHIE, R., and LIKA, L., «The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine», *European Foreign Affairs Review* 29, n° 2, 2024, p. 160.

³²⁶ PARANDII, K., «Eastern Europe Joins the Western Balkans: A New Start for the EU's Enlargement Policy», *G.M.F.*, 2023, p. 9.

³²⁷ *Ibid.*, p. 17.

³²⁸ BURAS, P., and ENGJELLUSHE, M., «Catch-27: The contradictory thinking about enlargement in the EU», *European Council on Foreign Relations*, 2023, available at: <https://ecfr.eu/publication/catch-27-the-contradictory-thinking-about-enlargement-in-the-eu/?utm> (consulté le 18 mai 2025)

³²⁹ OCVIRK, M., «“Limited to Some Progress”: The Need to Re-Energize the Enlargement Process in the Western Balkans», *Wilson Center*, 2023, available at: <https://afghanistan.wilsoncenter.org/article/limited-some-progress-need-re-energize-enlargement-process-western-balkans?utm> (consulté le 18 mai 2026) (notre traduction).

³³⁰ UVALIC, M., *Integrating the Western Balkans into the EU: Overcoming Mutual Misperceptions*, Basel, Springer Nature Switzerland, p. 1.

³³¹ PARANDII, K., «Eastern Europe Joins the Western Balkans: A New Start for the EU's Enlargement Policy», *op. cit.*, p. 17.

C'est pour répondre à cette frustration que l'UE a adopté le *Growth Plan* le 8 novembre 2023, visant à intégrer les Balkans occidentaux dans le marché unique, renforcer la coopération régionale et accélérer la convergence socio-économique³³², via une enveloppe de 6 milliards d'euros pour la période 2024 – 2027 subordonnée à la mise en œuvre de réformes socio-économiques et des fondamentaux³³³, aussi appelées « *Reform Agendas* »³³⁴. Ce plan est cependant perçu par certains États membres comme un moyen de compenser les déceptions sans s'attaquer aux nœuds politiques fondamentaux³³⁵. Cette fragilité est renforcée par un contexte européen moins favorable à l'élargissement, marqué par la progression des parties d'extrême droite lors des élections européennes de juin 2024 et par l'échec de la proposition visant à étendre le vote à la majorité qualifiée en janvier 2024³³⁶.

4.1.3.2. Les ajustements des États balkaniques face au nouveau contexte

La guerre n'a pas provoqué une reconfiguration uniforme des trajectoires balkaniques, elle a davantage agi comme un accélérateur des dynamiques préexistantes³³⁷. L'après-2022 a renforcé l'importance de l'alignement avec la PESC, devenu un véritable test de l'engagement européen³³⁸. Cet alignement à la PESC étant une condition *sine qua non* à l'unité européenne, il est essentiel que tous les États candidats satisfassent ce critère³³⁹.

L'Albanie, le Monténégro, la Macédoine du Nord et le Kosovo affichent un alignement total avec la PESC³⁴⁰ et aux sanctions européennes à l'égard de la Russie³⁴¹, confirmant leur ancrage euro-atlantique³⁴². Si le Kosovo partage cet alignement, sa situation demeure structurellement différente en raison de l'absence de statut de candidat formel. Les trois

³³² EUROPEAN COMMISSION, "Growth Plan for the Western Balkans", *Enlargement and Eastern Neighborhood*, 2023, available at: https://enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/growth-plan-western-balkans_en (consulté le 19 mai 2026).

³³³ COMMISSION EUROPEENNE, « Le paquet 'élargissement' 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'UE », *op. cit.*, p. 4.

³³⁴ Entretien 1, 2025, p. 84

³³⁵ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamised EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, pp. 12-13.

³³⁶ *Ibid.*, p. 9.

³³⁷ DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 169.

³³⁸ CIGONLINE, "Foreign Policy Alignment of Western Balkans in EU", *Council for Inclusive Governance*, 2023, p. 1.

³³⁹ *Loc. cit.*

³⁴⁰ La Bosnie-Herzégovine a également un taux d'alignement de 100% à la PESC mais en raison de sa complexité institutionnelle, il est complexe d'établir un consensus quant à sa définition d'État pro-européen.

³⁴¹ EUROPEAN COMMISSION, "2024 Communication on EU Enlargement Policy", *EUR-Lex*, 2024, pp. 18-20, available at: https://enlargement.ec.europa.eu/2024-communication-eu-enlargement-policy_en (consulté le 19 mai 2026)

³⁴² CAPRILE, A., and STANICEK, B., "Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference", *op. cit.*, p. 6.

premiers États ont quant à eux été identifiés comme « *front-runners* »³⁴³ par le Conseil en décembre 2024 avec un objectif d'adhésion d'ici 2028 - 2030³⁴⁴, bien que la Macédoine du Nord demeure structurellement bloquée par le veto bulgare³⁴⁵ (cfr. 2.5.2.).

La Serbie se démarque par son non-alignement stratégique (cfr. 2.4.2.1.). Son taux d'alignement à la PESC est passé de 62% en 2021 à 48% post-invasion³⁴⁶, remontant légèrement à 51% en 2024³⁴⁷. Ce paradoxe est d'autant plus frappant que l'UE représente 58,7% de son commerce total, rendant le non-alignement délibérément politique plutôt qu'économiquement rationnel³⁴⁸. Dimitar Bechev théorise cette posture via le concept de « *hedging* »³⁴⁹ : Belgrade maximise ses avantages auprès de chacun de ses partenaires tout en évitant une dépendance exclusive. Le Parlement européen appelle à reconsidérer l'aide financière si le non-alignement persiste³⁵⁰.

La Bosnie-Herzégovine affiche formellement un taux d'alignement à la PESC de 100%, mais l'application concrète des sanctions à l'égard de la Russie demeure problématique³⁵¹, la *Republika Srpska* ayant exprimé publiquement son soutien à Poutine³⁵². Ce premier paradoxe - un alignement formel total coexistant avec une application réelle défaillante - confirme que la guerre a approfondi les fractures internes du pays plutôt qu'elle ne les a réduites (cfr. 2.4.3.). Le Kosovo présente un paradoxe inverse : sans statut de candidat formel, il s'aligne sur l'ensemble des sanctions européennes³⁵³ respectant davantage la PESC que la Serbie, candidate officielle. Un État non reconnu comme candidat se montre ainsi plus conforme aux exigences européennes qu'un État engagé dans des négociations d'adhésion depuis 2013. Cependant, le

³⁴³ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamised EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 4.

³⁴⁴ Entretien n°1, 2025, p. 84

³⁴⁵ Entretien n°3, 2026, p. 119.

³⁴⁶ NOVASKOVIC, I., and PLAVSIC, T., "An analysis of Serbia's alignment with the European Union's foreign policy declaration and measures: Annual report for 2022", *C.F.S.P. and Serbia's Accession to the European Union*, 2022, p. 2, available at: <https://www.isac-fund.org/wp-content/uploads/2023/02/ISAC-CFSP-Analysis-2022-1.pdf> (consulté le 19 mai 2026).

³⁴⁷ PARLEMENT EUROPEEN, « Rapport sur les rapports 2023 et 2024 de la Commission sur la Serbie », *Commission des Affaires étrangères*, 2025, disponible à l'adresse suivante : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0072_FR.html (consulté le 19 mai 2026)

³⁴⁸ JUZOVA, J., "Serbia: The Dilemma between European Accession and Alliance with Russia", *Institut Européen de la Méditerranée*, 2023, available at: <https://www.iemed.org/publication/serbia-the-dilemma-between-european-accession-and-alliance-with-russia/?lang=fr> (consulté le 19 mai 2026).

³⁴⁹ BECHEV, D., "Hedging Its Bets: Serbia between Russia and the EU", *Canergie Europe*, 2023, p. 1.

³⁵⁰ PARLEMENT EUROPEEN, « Rapport sur les rapports 2023 et 2024 de la Commission sur la Serbie », *Commission des Affaires étrangères*, 2025, disponible à l'adresse suivante : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0072_FR.html (consulté le 19 mai 2026)

³⁵¹ EUROPEAN COMMISSION, "2024 Communication on EU Enlargement Policy", *op. cit.*, p.3.

³⁵² DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 168.

³⁵³ EUROPEAN COMMISSION, "2024 Communication on EU Enlargement Policy", *op. cit.*, p. 3.

dialogue sur la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie demeure dans une stagnation que les impératifs géopolitiques post-2022 n'ont pas suffi à lever (*cfr.* 2.5.1.).

Ces repositionnements différenciés révèlent une vérité analytique centrale : la guerre a agi sur les comportements sans transformer les structures. C'est précisément cette distinction - entre ajustements conjoncturels et reconfiguration structurelle - que la section suivante se propose d'examiner.

4.2. Vers une reconfiguration géopolitique de l'élargissement européen ?

Les chercheurs s'accordent pour considérer que la guerre représente davantage des modifications conjoncturelles qu'un changement structurel majeur³⁵⁴, dans la mesure où elle exacerbe des tensions déjà présentes au sein du processus d'élargissement. Cette section entend répondre à la question de recherche en analysant dans quelle mesure la guerre reconfigure le rapport entre impératif géopolitique et conditionnalité, sans résoudre les contradictions structurelles.

4.2.1. Des trajectoires nationales différenciées face à la nouvelle logique géopolitique

La nouvelle logique géopolitique post-24 février 2022 n'uniformise nullement les trajectoires des États balkaniques mais a accentué une dynamique de différenciation croissante au sein du processus d'élargissement³⁵⁵. Face à cela, les acteurs des Balkans occidentaux expriment une frustration croissante liée à un décalage entre l'alignement sur les normes européennes et la persistance d'un déficit de réformes, alimentant une perception de stagnation du processus d'élargissement³⁵⁶.

4.2.1.1. La Serbie : entre non-alignement stratégique et perte de crédibilité

Au-delà de la « diplomatie multivecteurs »³⁵⁷ analysée précédemment, la guerre a transformé le non-alignement serbe en problème géopolitique de premier ordre pour l'UE. La posture de « *hedging* »³⁵⁸ théorisée par Bechev se traduit par un vote favorable aux résolutions

³⁵⁴ SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *op. cit.*, p. 17.

³⁵⁵ DOPCHIE, R., and LIKA, L., "The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine", *op. cit.*, p. 172.

³⁵⁶ PEJIC NIKIC, J., "The EU is changing, we're waiting. Western Balkans on EU Reform and Enlargement", *BCSP*, 2025, p. 5.

³⁵⁷ RADELIJC, B., and OZSAHIN, M. C., "The inefficiency of EU leverage in Serbia during the Russia-Ukraine war", *op. cit.*, p. 705.

³⁵⁸ BECHEV, D., "Hedging Its Bets: Serbia between Russia and the EU", *op. cit.*, p. 1.

onusiennes à l'encontre de la Russie, condamnant l'annexion des territoires ukrainiens³⁵⁹, combiné au refus d'appliquer les sanctions européennes³⁶⁰. Malgré cela, on constate une certaine complicité européenne : Ursula von der Leyen félicitait Aleksandar Vučić malgré les reculs démocratiques et ouvre le cluster 3 en décembre 2024³⁶¹ - donnant la priorité aux intérêts géopolitiques sur les critères normatifs établis³⁶². Cette ambiguïté géopolitique s'accompagne également d'une polarisation politique et sociale serbe croissante : depuis novembre 2024 et la tragédie de Novi Sad, d'importantes manifestations révèlent une polarisation sociale profonde³⁶³, illustrant les limites de l'approche pragmatique adoptée par l'UE à l'égard de Belgrade. Le cas serbe confirme la tension centrale de notre questionnement initial : la reconfiguration géopolitique post-2022 n'a pas restauré la conditionnalité, elle a, au contraire, créé de nouveaux espaces pour la contourner³⁶⁴, menant à ce que Stefan Lehne avait dès 2013 qualifié de « *double bluff* »³⁶⁵ : l'UE prétend rester ouverte pour de futures adhésions tandis que les États des Balkans occidentaux font, eux, semblant de se réformer – concept qui trouve une illustration renouvelée post-2022.

4.2.1.2. *La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo : fragilités institutionnelles et enjeux sécuritaires*

L'ouverture des négociations de la Bosnie-Herzégovine en mars 2024 malgré des réformes limitées³⁶⁶ constitue l'illustration la plus significative du tournant géopolitique, d'autant que la *Republika Srpska* n'a pas renoncé à son projet sécessionniste³⁶⁷. Cette décision revient, en quelque sorte, à légitimer et devenir complice de ce projet par l'ignorance de ses implications³⁶⁸. La guerre n'a, de ce fait, pas résolu la fracture institutionnelle issue des accords

³⁵⁹ STOJANOVIC, M., "Serbia backs UN Resolution Against Russian Annexations in Ukraine", *BalkanInsight*, 2022, available at: <https://balkaninsight.com/2022/10/13/serbia-backs-un-resolution-against-russian-annexations-in-ukraine/bi/serbia/> (consulté le 20 mai 2026).

³⁶⁰ RADELIJC, B., and OZSAHIN, M. C., "The inefficiency of EU leverage in Serbia during the Russia-Ukraine war", *op. cit.*, p. 706.

³⁶¹ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 3.

³⁶² *Ibid.*, p. 7.

³⁶³ PARLEMENT EUROPEEN, « Serbie : polarisation et hausse de la répression », *Briefing*, 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20251016IPR30951/serbie-les-deputes-reclament-justice-un-an-apres-la-tragedie-de-novi-sad> (consulté le 20 mai 2026)

³⁶⁴ SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *op. cit.*, p. 17.

³⁶⁵ LEHNE, S., "Serbia-Kosovo Deal Should Boost the EU's Western Balkans Policy", *op. cit.*, p. 7.

³⁶⁶ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 8.

³⁶⁷ MIREL, P., « L'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE : le rocher de Sisyphe », *op. cit.*, p. 54.

³⁶⁸ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 8.

de Dayton - elle a hiérarchisé l'urgence géopolitique au détriment du respect des critères normatifs³⁶⁹.

Le Kosovo constitue le cas inverse : alignement unilatéral total malgré l'absence de statut de candidat formel³⁷⁰. Le dialogue sur la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie ne s'est pas débloquent post-2022³⁷¹. La guerre permet plutôt au Kosovo de confirmer sa volonté et son attachement au projet européen, et de mettre en balance les ralentissements opérés par la Serbie, notamment via l'utilisation de son lien avec la Russie, membre permanent des Nations-Unies, pour utiliser son veto et bloquer son adhésion à l'Organisation des Nations-Unies³⁷².

Ces deux cas illustrent que la dynamique géopolitique post-2022 peut ouvrir des perspectives formelles sans lever des obstacles structurels, confirmant l'analyse de Schwarz selon laquelle les *critical junctures* produisent des effets différenciés sans transformation structurelle uniforme des trajectoires d'intégration³⁷³. Si ces deux cas illustrent les limites du *geopolitical actorness* européen face aux États les plus fragiles ou les plus ambivalents, d'autres trajectoires balkaniques témoignent à l'inverse d'une dynamique plus favorable, sans pour autant être dépourvues de leurs propres contradictions

4.2.2. Les États les plus avancés dans le processus d'adhésion

4.2.2.1. L'Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord : vers un éventuel fast-track?

L'Albanie et le Monténégro intègrent l'espace unique de paiement en euros en novembre 2024, la Macédoine du Nord en mars 2025³⁷⁴. Les trois États ont également bénéficié du deuxième *release* de fonds *Growth Plan* : 49 millions d'euros pour l'Albanie, 44,2 millions pour le Monténégro et 65,7 millions pour la Macédoine du Nord en raison de leurs progrès

³⁶⁹ NOUTCHEVA G., "Fake, partial and imposed compliance: the limits of the EU's normative power in the Western Balkans", *op. cit.*, p. 1070.

³⁷⁰ COMMISSION EUROPEENNE, « Communication de 2024 sur la politique d'élargissement de l'UE », *op. cit.*, p. 3.

³⁷¹ BORRELL, J., "The Belgrade-Pristina Dialogue needs courage, vision and political will", *European Union External Action*, 2024, available at : https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue-needs-courage-vision-and-political-will_en?utm (consulté le 20 mai 2026).

³⁷² CAPRILE, A., and STANICEK, B., "Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference", *op. cit.*, p. 3,

³⁷³ SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *op. cit.*, p. 17.

³⁷⁴ ENGJELLUSHE, M., "Accelerate the accessions: why faster is better in EU enlargement policy?", *European Council on Foreign Relations*, 2025, p. 14, available at : <https://ecfr.eu/wp-content/uploads/2025/12/Accelerate-the-accessions-Why-faster-is-better-in-EU-enlargement-policy-v2.pdf> (consulté le 20 mai 2026).

L'Espace unique de paiement en euros permet une inclusion dans l'espace financier européen.

respectifs dans le cadre de leur *Reform Agenda*³⁷⁵. La reconfiguration géopolitique post-2022 offre donc des opportunités réelles mais limitées par des obstacles nationaux que la géopolitique ne peut lever seule³⁷⁶, à l'image du veto bulgare empêchant toujours l'avancée de la Macédoine du Nord (*cfr.* 2.5.2.).

L'octroi d'une procédure de *fast track* à l'Ukraine a ravivé les débats sur l'application d'une logique similaire aux Balkans occidentaux³⁷⁷. Toutefois, même si cette voie est « plus rapide et moins compliquée »³⁷⁸ que la procédure prévue à l'article 49 du TUE, elle est dépourvue de base juridique et demeure essentiellement liée au contexte géopolitique et sécuritaire exceptionnel de la guerre en Ukraine. Par conséquent, elle demeure difficilement applicable aux États balkaniques dans les circonstances actuelles, l'intégration graduelle constitue alors la piste la plus crédible.

4.2.2.2. *Les risques d'une intégration différenciée au sein des Balkans occidentaux*

Le modèle d'élargissement post-2004 souffre d'un caractère binaire, séparant strictement le statut de candidat à celui de membre, créant une double temporalité : jugé trop rapide par les États membres et trop lente pour les États candidats³⁷⁹, alimentant l'euroscpticisme³⁸⁰. Pour y remédier, le Conseil européen et les États membres plaident pour une intégration graduelle³⁸¹ - orientation confirmée par le chancelier allemand Friedrich Merz, qui proposait, en mai 2026, des solutions innovantes d'intégration graduelle pour l'Ukraine, les Balkans occidentaux et la Moldavie³⁸² - via des paliers de réformes³⁸³ et une participation

³⁷⁵ EUROPEAN COMMISSION, "Commission releases 158,9 million euros to Albania, Montenegro and North Macedonia under EU Growth Plan for the Western Balkans", 2026, available at: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_26_1106 (consulté le 20 mai 2026)

³⁷⁶ LEHNE, S., NECHEV, Z., and GRIEVESON, R., "Access Before Accession: Rethinking the EU's Gradual Integration", *Carnegie Europe*, 2025, p. 15.

³⁷⁷ RUPNIK J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, p. 20.

³⁷⁸ LASHYN, S., "Fast-Tracking Applications for EU Membership", *European Law Blog*, 2025, available at: <https://www.europeanlawblog.eu/pub/6i9a35im/release/1> (consulté le 21 mai 2026).

³⁷⁹ MACEK, L., « Pour une adhésion graduelle à l'Union européenne », *Institut Jacques Delors*, 2023, p. 2, disponible à l'adresse suivante : https://institutdelors.eu/content/uploads/2025/04/PP290_Adhesion-graduelle_Macek_FR.pdf (consulté le 21 mai 2026).

³⁸⁰ *Ibid.*, pp. 2-3.

³⁸¹ CONSILIUM, « Réunion du Conseil européen (23-24 juin 2022) – Conclusions », *Conseil européen*, 2022, p. 5, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/media/57452/2022-06-2324-euco-conclusions-fr.pdf> (consulté le 21 mai 2026).

³⁸² EUROPEAN WESTERN BALKANS, "Merz proposes 'innovation solutions' for integration of Ukraine, Balkans and Moldova", 2026, available at: <https://europeanwesternbalkans.com/2026/05/21/merz-proposes-innovative-solutions-for-integration-of-ukraine-balkans-and-moldova/> (consulté le 29 mai 2026).

³⁸³ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamised EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 14.

progressive aux politiques européennes, la base méritocratique et les critères de Copenhague étant dès lors respectés³⁸⁴. Cette approche vise à rendre le processus plus incitatif³⁸⁵ et à relancer l'élargissement en le structurant comme une communauté politique³⁸⁶. Le *Growth Plan*³⁸⁷ en constitue la traduction pratique.

Cette intégration n'est pas dénuée de limites : le risque de relégation indéfinie aux frontières de l'UE³⁸⁸ ; le flou juridique fondamental³⁸⁹ ; et le risque de hiérarchisation entre les États balkaniques³⁹⁰. En bref, l'adhésion graduelle doit être questionnée dans le cas des Balkans occidentaux mais ne doit pas remplacer l'objectif initial : l'adhésion des six États de la région. Il fût également proposé par le Président Français, Emmanuel Macron, la Communauté politique européenne comme espace de dialogue parallèle³⁹¹. L'objectif serait ici de répondre à la logique sécuritaire et la stabilité à court-terme mais sans se substituer à la perspective d'adhésion³⁹².

Si les institutions actuelles ne peuvent supporter de nouveaux membres sans réformes préalables, l'élargissement sans réforme institutionnelle simultanée risque de paralyser complètement l'UE³⁹³, le « *credibility dilemma* » de Schimmelfennig résume la contradiction centrale : plus l'UE accorde des statuts pour des raisons géopolitiques sans respect des critères, moins la conditionnalité est crédible³⁹⁴. La hiérarchie qui se cristallise - Monténégro potentiellement en 2028, Albanie en 2030, Macédoine du Nord, Serbie, Bosnie-Herzégovine et

³⁸⁴ CONSILIUM, « Réunion du Conseil européen (23-24 juin 2022) – Conclusions », *op. cit.*, p. 5.

³⁸⁵ MACEK, L., « Pour une adhésion graduelle à l'Union européenne », *op. cit.*, p. 5.

³⁸⁶ RUPNIK J., « Changement d'époque en Europe », *op. cit.*, pp. 20-21.

³⁸⁷ COMMISSION EUROPEENNE, « Le paquet 'élargissement' 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'UE », *op. cit.*

³⁸⁸ MUCZNIK, M., « The European (geo)political community and enlargement reform: Two important but separate discussions », *European Policy center*, 2022, available at: <https://www.epc.eu/publication/The-European-geopolitical-community-and-enlargement-reform-49e404/> (consulté le 21 mai 2026).

³⁸⁹ LASHYN, S., « Fast-Tracking Applications for EU Membership », *op. cit.*

³⁹⁰ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., « A Redynamsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives », *op. cit.*, pp. 4-10.

³⁹¹ DOPCHIE, R., and LIKA, L., « The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine », *op. cit.*, p. 167.

³⁹² CONSILIUM, « Réunion de la Communauté politique européenne, 2 octobre 2025 », *Conseil européen. Conseil de l'Union européenne*, 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consiliun.europa.eu/fr/meetings/international-summit/2025/10/02/> (consulté le 21 mai 2026)

³⁹³ COSTA O. and al., « Report of the Franco-German Working Group on EU Institutional Reform. Sailing on High Seas: Reforming and Enlarging the EU for the 21st Century », *The Group of Twelve*, 2023, p. 11.

³⁹⁴ SCHIMMELFENNIG F., « The Advent of Geopolitical Enlargement and its Credibility Dilemma », *op. cit.*, pp. 189-191.

Kosovo dans un futur indéterminé³⁹⁵ - illustre le « *double bluff* » théorisé par Lehne (cfr. 4.2.1.1.)³⁹⁶.

Au-delà de la conditionnalité, la règle de l'unanimité au Conseil demeure le frein institutionnel le plus structurant, désigné par Tocci comme la « principale entrave » aux ambitions mondiales de l'UE³⁹⁷, et par Luigi Lonardo de dépassée par les réalités politiques actuelles³⁹⁸. La proposition allemande-slovène de janvier 2024, visant à introduire le vote à la majorité qualifiée pour l'ouverture des clusters de négociation³⁹⁹, a pourtant échoué⁴⁰⁰. Réforme qui, si elle avait abouti, aurait renforcé l'autonomie décisionnelle de l'UE mais qui demeure bloquée par l'exigence d'unanimité⁴⁰¹ (cfr. 1.2.4.).

Ces dynamiques conjuguées - différenciation des trajectoires, blocage institutionnel et « *credibility dilemma* » - confirment que la reconfiguration géopolitique post-2022 crée de nouvelles asymétries plutôt qu'une convergence, illustrant la cinquième limite du *EU geopolitical actorness* identifié dans notre cadre théorique (cfr. 1.2.4.).

4.3. Conclusion intermédiaire

La guerre constitue une *critical juncture* aux effets asymétriques⁴⁰² : elle accélère certaines trajectoires tout en bloquant définitivement d'autres, reconfigure le discours et les instruments sans transformer les logiques fondamentales. L'UE a davantage *géopolitisé* sa politique d'élargissement qu'elle ne l'a *reconfigurée*. C'est à la synthèse finale de ces enseignements, et à la réponse complète à notre question de recherche, que la conclusion générale se consacre.

³⁹⁵ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, pp. 4-10.

³⁹⁶ LEHNE, S., NECHEV, Z., and GRIEVESON, R., "Access Before Accession: Rethinking the EU's Gradual Integration", *op. cit.*, p. 15.

³⁹⁷ TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *op. cit.*, p. 38.

³⁹⁸ LONARDO, L., *EU Common Foreign and Security Policy After Lisbon. Between Law and Geopolitics*, Cham, Springer, 2023, p. 161.

³⁹⁹ *Loc. cit.*

⁴⁰⁰ EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., "A Redynamsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives", *op. cit.*, p. 9.

⁴⁰¹ DREVET, J-F., « Élargir ou approfondir l'Union européenne ? Nouvelles composantes d'un ancien dilemme », *Futuribles*, 2022, vol. 6, n° 451, p. 73.

⁴⁰² SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *op. cit.*, p. 17.

Conclusion

Ce travail s'est proposé d'analyser un moment charnière de la politique extérieure européenne, à la croisée d'une promesse non tenue - celle de Thessalonique en 2003 - et d'une guerre qui en a révélé les fragilités structurelles. La question qui en constitue le fil conducteur est la suivante : dans quelle mesure la transformation du rôle géopolitique de l'Union européenne, accélérée par la guerre en Ukraine, reconfigure-t-elle la politique d'élargissement à l'égard des Balkans occidentaux ? Tout au long de ce travail, nous avons exploré différents aspects de cette question complexe.

Arrivé au terme de ce travail, trois enseignements principaux permettent d'y répondre. Premièrement, la guerre en Ukraine a incontestablement constitué un catalyseur du *geopolitical actorness* européen dans les Balkans occidentaux. L'UE a mobilisé des instruments inédits : 17 paquets de sanctions, l'EDIP, l'ASAP, l'EDIRPA, *RePowerEU*, le *Growth Plan*, ...affirmant une capacité à « parler le langage de la puissance » que sa posture traditionnellement normative ne lui permettait pas d'assumer aussi explicitement. L'octroi du statut de candidat à l'Ukraine en seulement quatre mois illustre une primauté désormais assumée de la dimension géopolitique et sécuritaire sur la logique méritocratique, confirmant le tournant géopolitique annoncé par Ursula von der Leyen dès 2019 et empiriquement vérifié depuis 2022.

Deuxièmement, cette reconfiguration géopolitique n'a pas résolu les contradictions structurelles qui fragilisent la politique d'élargissement depuis deux décennies. La conditionnalité est contournée plutôt qu'abandonnée - la Serbie avance malgré ses reculs démocratiques et la Bosnie-Herzégovine obtient le feu vert pour l'ouverture des négociations malgré ses réformes limitées - confirmant le « *credibility dilemma* » identifié par Schimmelfennig. Les blocages bilatéraux persistent : ni le dialogue sur la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, ni le veto bulgare n'ont été levés par les impératifs post-2022. La stabilitocratie est, dans certains cas, renforcée et la règle de l'unanimité au Conseil demeure inchangée, la proposition allemande-slovène de janvier 2024 ayant échoué. Sur le plan normatif, la limite est plus fondamentale encore : l'UE ne peut projeter ce qu'elle ne garantit pas en interne, le cas hongrois illustrant qu'un État membre peut simultanément éroder l'État de droit et protéger, au sein du Conseil, les dirigeants balkaniques contre les conséquences de leurs propres dérives.

Troisièmement, la guerre a relancé un débat structurel sur la nécessité de repenser la politique d'élargissement. Face à l'inadaptation du modèle post-2004, deux initiatives ont

émergé : la Communauté politique européenne et le modèle d'intégration graduelle préfiguré par le *Growth Plan*. Ces pistes traduisent la conscience d'une impasse sans y apporter de réponse définitive. La hiérarchie qui se cristallise entre les États balkaniques risque de consacrer une périphérisation indéfinie qui affaiblirait durablement le *geopolitical actorness* européen dans son propre voisinage immédiat, alimentant la théorie du « *double bluff* » : l'UE prétend rester ouverte à de futures adhésions tandis que les États balkaniques font semblant de se réformer.

La guerre en Ukraine constitue donc, au sens analytique du terme, une *critical juncture* aux effets asymétriques plutôt qu'un *turning point* structurel. Ce constat vérifie empiriquement les cinq limites structurelles du *EU geopolitical actorness* identifiées dans le cadre théorique. L'UE a bien défini et ajusté ses instruments – c'est la dimension de rupture partielle. Mais sa capacité à les projeter de manière structurellement transformatrice dans les Balkans occidentaux demeure limitée par des contraintes internes et externes que la guerre révèle sans les résoudre – c'est la dimension de continuité. En ce sens, la réponse à notre question de recherche est à la fois affirmative et nuancée : la guerre a bien reconfiguré le *geopolitical actorness* européen dans les Balkans occidentaux, mais cette reconfiguration s'est opérée au niveau des instruments et du discours, sans transformer les logiques fondamentales qui structurent la politique d'élargissement depuis deux décennies. L'UE a davantage *géopolitisé* sa politique d'élargissement qu'elle ne l'a véritablement *reconfigurée*, et c'est précisément cette tension entre ambition géopolitique affichée et limites structurelles persistantes qui définit aujourd'hui la nature du *EU geopolitical actorness* dans les Balkans occidentaux.

En mettant en évidence la dimension géopolitique que la guerre en Ukraine a conférée à la politique d'élargissement, ce travail s'est inscrit dans une approche principalement externe de l'acteur européen. Il serait dès lors pertinent de prolonger cette analyse par une approche interne, examinant les rapports de force entre institutions européennes sur les questions d'élargissement, ainsi que les effets du tournant géopolitique sur les négociations d'adhésion au niveau technique. Par ailleurs, la question de l'élargissement ne peut être pleinement comprise sans intégrer davantage la perspective des sociétés balkaniques elles-mêmes. Ce sont précisément ces dimensions qui conditionnent, à long terme, la viabilité politique d'une politique d'élargissement qui demeure, vingt-trois ans après Thessalonique, l'instrument le plus puissant et le plus fragile du *geopolitical actorness* européen dans les Balkans occidentaux.

Bibliographie

Livres

- BATTISTELLA, D., SMOUTS, M.-C., et VENNESSON, P. *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2012, 572 p.
- BECHEV, D., *Rival Power: Russia's influence in the Southeast Europe*, New Haven, Yale University Press, 2017, 300 p.
- BIEBER, F., *The Rise of Authoritarianism in the Western Balkans*, Cham, Plagrove Macmillan, 2020, 150 p.
- GAJIC, S., *Le jeu des négociations entre l'Union européenne et la Serbie : les critères politiques (2000-2020)*, Bordeaux, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, 466 p.
- GRANDJEAN, G., *Histoire de la construction européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2020, 743 p.
- GREICEVCI, L., *The EU as a State-builder in International Affairs: The case of Kosovo*, London, Routledge, 2021, 268 p.
- LAIDI, Z., *La norme sans la force*, Paris, Presses de Science Po, 2008, 296 p.
- LONARDO, L., *EU Common Foreign and Security Policy After Lisbon. Between Law and Geopolitics*, Cham, Springer, 2023, 162 p.
- MERLE, M., *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 4^{ème} édition, 1988, 480 p.
- MUSLIU, V., *Europeanization and Statebuilding as Everyday Practices: Performing Europe in the Western Balkans*, London, Routledge, 159 p.
- SAURUGGER, S., *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 447 p.
- SJOSTEDT, G., *The External Role of the European Community*, Farnborough, Saxon House, 1977, 273 p.
- UVALIC, M., *Integrating the Western Balkans into the EU: Overcoming Mutual Misperceptions*, Basel, Springer Nature Switzerland, 460 p.

- VISOKA, G., *Acting Like a State: Kosovo and the Everyday Making of Statehood*, London and New-York, Routledge, 2018, 254 p.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- BECHEV, D., "Russia: Playing a weak hand well", in BIEBER, F., and TZIFAKIS, N. (eds), *The Western Balkans in the World. Linkages and relations with non-western countries*, London and New York, Routledge, pp. 187-204.
- BRICART, V., "The Edification of the International Identity and Actorness of the EU: Exploring the Significance of EU's Engagement with Major Powers in Shaping its Global Self-Image", in LIKA, L., and RIGA, D. (eds.), *EU Geopolitical Actorness in a Changing World*, Switzerland, Springer Nature, 2025, pp. 55-82.
- DOPCHIE, R., "Bosnia and Herzegovina on the Western Balkan Chessboard: The EU's Soft Power Strategy", in LIKA, L., and RIGA, D. (eds), *EU Geopolitical Actorness in a Changing World*, Cham, Palgrave Macmillan, pp. 269-291.
- JUPILLE, J., and CAPORASO, J.A., "States, Agency, and Rules: The European Union in Global Environment politics", in RHODES, C. (eds), *The European Union in the World Community*, London and Colorado, Lynne Rienner Publisher, 1998, pp. 213-230.
- LIKA, L., « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », dans WINTGENS, S., GRANDJEAN, G., et VANHAEREN, S. (eds), *L'insécurité en question : définition, enjeux et perspectives*, Liège, Belgique, 2015, pp. 117-131.
- MARCIACQ, F., "Serbia: Looking East, going West", in BIEBER, F., and TZIFAKIS, N. (eds), *The Western Balkans in the World. Linkages and relations with non-western countries*, London and New York, Routledge, pp. 61-82.
- RAQUEL FREIRE M, *et al.*, "EU Global Actorness in a World of Contested Leadership: Policies, Instruments and Perceptions", in RAQUEL FREIRE, M. *and al.* (dir.), *EU Global Actorness in a World of Contested Leadership. Policies, Instruments and Perceptions*, Cham, Palgrave Macmillan, 2022, pp. 1-12.
- RIGA, D., "China as a Systemic Rival to the EU: Unveiling Its Alternative Model Promotion in the Western Balkans", in BAKARE, N., and SAUD, A. (eds), *China's Globalization and the New World Order*, Singapore, Palgrave Macmillan, 2025, pp. 287-313.

- SIMAO, L., “Unpacking the EU’s International Actorness: Debates, Theories and Concepts”, in RAQUEL FREIRE, M. and al. (dir.), *EU Global Actorness in a World of Contested Leadership. Policies, Instruments and Perceptions*, Cham, Palgrave Macmillan, 2022, pp. 13-32.
- VANGELI, A., “China: a new geo-economic approach to the Balkans”, in BIEBER, F., and TZIFAKIS, N. (eds), *The Western Balkans in the World. Linkages and relations with non-western countries*, London and New York, Routledge, pp. 205-222.

Ouvrages collectifs

- BRETHERTON C. and VOGLER J. (Eds), *The European Union as a Global Actor*, New York, Routledge, 2005, 288 p.
- GERARD, C., MAROTTE, G., et SALAMATIAN, L. (eds), *RT, Sputnik et le mouvement des Gilets jaunes : cartographie des communautés politiques sur Twitter*, France, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2020, 30 p.
- ILAZI, R., COLLAKU, B., and REXHEPI, F. (eds), *Negotiating Peace in Kosovo: Local Perspective on European Union Mediation Efforts*, Cham, Palgrave Macmillan, 2025, 182 p.
- KEUKELEIRE, S., and DELREUX, T. (eds), *The foreign policy of the European Union*, New-York, Palgrave MacMillan, 2014, 390 p.

Articles de revues scientifiques

- ANGHEL, V., and DZANKIC, J., “Wartime EU: consequences of the Russia – Ukraine war on the enlargement process”, *Journal of European Integration*, 2023, vol. 45, n° 3, pp. 487-501.
- BASTIAN, K., “The EU in the Eastern Mediterranean – a “Geopolitical” Actor?”, *Orbis*, vol. 65, 2021, pp. 483-489.
- BECHEV, D., “Hedging Its Bets: Serbia between Russia and the EU”, *Canergie Europe*, 2023, pp. 1-15.
- BIEBER, F., “The Rise (and Fall) of Balkan Stabilitocracies”, *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, n° 10, 2018, pp. 176-185.

- BLOCKMANS, S., “The Birth of Geopolitical EU”, *European Foreign Affairs review*, vol. 27, n° 2, 2022, pp. 155-160.
- BOISDRON, M., « La Hongrie de Viktor Orban, une démocratie dysfonctionnelle », *Analyse Opinion critique*, 2022, pp. 1-10.
- BORRELL, J., « L’Europe dans l’inter règne : notre réveil géopolitique après l’Ukraine », *RED*, 2023, vol. 1, n° 5, pp. 116-120.
- BOTTGER, K., et MAUGEAIS, D., « Contrer le recul de l’État de droit dans les Balkans occidentaux », *Société autrichienne pour la politique européenne*, 2021, pp. 1-10.
- BRUJIC, M., “EU integration and the Serbian Orthodox Christianity: Socio-anthropological perspectives”, *Journal for study of religions and ideologies*, vol. 16, n° 47, 2017, pp. 32 – 46.
- CADY, J-C., « La quête du Graal : l’intégration des Balkans occidentaux dans l’Union européenne », *Revue Défense nationale*, n° 835, 2020, pp. 107-114.
- CIOLAN, M-I., and MOYER, J., “Navigating Uncertainty: Where Are EU-US Relations Headed?”, *European View*, vol. 24, n° 3, 2023, pp. 42-51.
- COHEN-TANUGI, L., « L’Europe comme puissance normative internationale : état des lieux et perspectives », *RED*, n° 3, 2021, pp. 100-106.
- CORCHIS, A., « Perceptions des pays membres et des institutions de l’Union européenne sur l’intégration de la Serbie et du Monténégro », *Synergies Roumanie*, n° 14, 2019, pp. 225-237.
- CORPADEAN, A-G., et OPRESCU M-H., « Une perspective juridique sur l’intégration européenne des Balkans occidentaux. Parallèles avec l’Europe centrale-orientale », *Synergies Roumanie*, n° 16, 2021, pp. 21-36.
- CUPPULERI, A., and VELIU ASHIKU, L., “The multidimensional soft power of illiberal states: Russia in the Western Balkans”, *Nationalities papers*, vol. 4, pp. 761-781.
- DELLA SALA, V., “Ontological security, crisis and political myth: the Ukraine war and the European Union”, vol. 45, pp. 361-375.

- DOPCHIE, R., and LIKA, L., “The EU Enlargement Strategy in the Western Balkans: Assessing the Implications Amidst the War in Ukraine”, *European Foreign Affairs Review* 29, n° 2, 2024, pp. 159-176.
- DREVET, J-F., « Élargir ou approfondir l’Union européenne ? Nouvelles composantes d’un ancien dilemme », *Futuribles*, 2022, vol. 6, n° 451, pp.71-79.
- EMERSON, M., and BLOCKMANS, S., “A Redynamsied EU Enlargement Process, but Hovering Between Accession and the Alternatives”, *Stockholm Center for Eastern European Studies*, n° 1, 2025, pp. 1-20.
- ETHIER, D., « Promotion de la démocratie dans les Balkans : l’efficacité inégale de la conditionnalité et des incitatifs », *Revue canadienne de science politique*, vol. 39, n° 4, 2006, pp. 803-825.
- GLAMOTCHAK, M., « Diplomatie gazières dans les Balkans : la Russie et l’Union européenne », *Géoéconomie (Paris)*, vol. 69, n° 2, pp. 83-97.
- GLAMOTCHAK, M., « Les Balkans Occidentaux ou le transit de l’énergie », *Diplomatie*, n° 78, 2016, pp. 67-70.
- GLAMOTCHAK, M., « Les relations Russie-Serbie : l’âme slave à l’épreuve de l’énergie », *Outre-terre*, vol. 41, n° 4, 2014, pp. 375-397.
- GUYADER, M., « Élargissements et intégration dans l’Union », *Politique étrangère*, vol. Été, n° 2, 2007, pp. 367-380.
- HAJRULLAHU, A., “The Serbia Kosovo Dispute and the European Integration Perspective”, *European Foreign Affairs Review*, vol. 24, 2019, pp. 101-120.
- HERTA, L., « Le triangle Union européenne – Serbie – Kosovo : Le pouvoir normatif fonctionne-t-il ? », *Synergies Roumanie*, n° 18, 2023, pp. 23-32.
- KESA, K., « L’implication de l’Union européenne pour promouvoir la démocratie dans sa périphérie », *Slovo*, n° 36, 2010, pp. 17-30.
- KLOZE, S., “Theorizing the EU's Actorness: Towards an Interactionist Role Theory Framework”, *Journal of Common Market Studies*, 2018, vol. 56, n° 5, pp. 1144-1160.
- KOPPER, A., KORTVELEYSI, Z., MAJTENY, B. et SZALAI, A., « Logiques d’insécurité en Hongrie. Gouverner par le droit et par l’exclusion dans un régime illibéral », *Cultures et Conflits*, n° 113, pp. 99-124.

- LAIDI, Z., “Why Is Europe Afraid of Defending Itself?”, *Project Syndicate*, 2025, pp. 1-3.
- LARUELLE, M., « L’idéologie comme instrument du *soft power* russe. Succès, échecs, incertitudes », *Hérodote*, 2017, pp. 23-35.
- LEHNE, S., “Serbia-Kosovo Deal Should Boost the EU’s Western Balkans Policy”, *Canergie*, 2013, pp. 1-11.
- LEHNE, S., NECHEV, Z., and GRIEVESON, R., “Access Before Accession: Rethinking the EU’s Gradual Integration”, *Carnegie Europe*, 2025, pp. 1-32.
- LIKA, L., “The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers’ projection of influence”, *Journal of Cross-Regional Dialogues*, n° 2, 2021, pp. 7-30.
- LIKA, L., et WEERTS, A., « Jeux et enjeux de l’Union Européenne : quels enseignements peut-on en tirer », *Cahiers de Science Politique de l’Université de Liège*, 2021, pp. 103 - 108
- LOUKIANOV, F., « Les paradoxes du soft power russe », *La revue internationale et stratégique*, vol. 92, n° 4, 2013, pp. 147-156.
- MAILLARD, S., « L’élargissement de l’UE et la transformation du continent », *Politique étrangère*, n° 4, 2022, pp. 105-114.
- MANNERS, I., “Normative Power Europe: A contradiction in Terms?”, *Journal of Common Market Studies*, vol. 40, n° 2, pp. 235-258.
- MARCIACQ, F., « L’Union européenne dans les Balkans : une puissance velléitaire ? », *Politique étrangère*, n° 241, 2024, pp. 137-148.
- MEISSNER, K., and GRAZIANI, C., “Who is on the Sanctions List? The transformation and Design of EU restrictive Measures Against Russia », *Journal of European Integration*, vol. 45, n° 3, 2023, pp. 377-390.
- MIREL, P., « L’adhésion des Balkans occidentaux à l’UE : le rocher de Sisyphe », *Revue Défense nationale*, vol. 850, n°5, pp. 53 – 59.
- MIREL, P., « Union européenne – Balkans occidentaux : les illusions perdues ? », *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2022, pp. 11-25.
- MOSER, C., “On the Way to a European Defence Union”, *Verfblog*, 2024, pp. 1-5.

- NOUTCHEVA, G., “Fake, partial and imposed compliance: the limits of the EU’s normative power in the Western Balkans”, *Journal of European Public Policy*, 2009, vol. 16, n° 7, pp. 1065-1084.
- ORENSTEIN, M., “The European Union’s transformation after Russia’s attack on Ukraine”, *Journal of European Integration*, vol. 45, 2023, pp. 333-342.
- PARANDII, K., “Eastern Europe Joins the Western Balkans: A New Start for the EU’s Enlargement Policy”, *G.M.F.*, 2023, pp. 1-28.
- PEJIC NIKIC, J., “The EU is changing, we’re waiting. Western Balkans on EU Reform and Enlargement”, *BCSP*, 2025, pp. 1-23.
- PERRY, V., “Constitutional Reform in Bosnia and Herzegovina: Does the Road to Confederation go through the EU?”, *International Peacekeeping*, vol. 22, n° 5, 2015, pp. 490-510.
- PETITHOMME, M., « Quelle politique de voisinage pour l’Union européenne ? Entre injonctions sécuritaires et conditionnalité démocratique, la puissance normative européenne en question », *Politique européenne*, n° 28, 2009, pp. 163-172.
- PETROVIC, M., and TZIFAKIS, N., “A geopolitical turn to EU enlargment, or another postponent? An introduction”, *Journal of Contemporary European studies*, vol. 29, 2021, pp. 157-168.
- RADELIJC, B., and OZSAHIN, M. C., “The inefficiency of EU leverage in Serbia during the Russia-Ukraine war”, *Journal of southeast European and Black Sea studies*, vol. 23, 2023, pp. 697-716.
- RAIK, K., BLOCKMANS, S., OSYPOCHUK, A., and SUSLOV, A., “EU Policy towards Ukraine: Entering Geopolitical Competition over European Order”, *The International spectator*, vol. 59, 2024, pp. 39-58.
- RHINARD, M., and SJOSTEDT, G., “The EU as a Global Actor: A new conceptualization four decades after ‘actorness’”, *UI Paper*, 2019, n° 6, pp.1-28.
- RICHARD, Y., et VAN HAMME, G., « L’Union européenne, un acteur des relations internationales. Étude géographique de l’actorness européenne », *L’Espace géographique*, 2013, vol. 1, n° 42, pp. 15-31.
- RRUSTEMI, A., DE WIJK, R., DUNLOP, C., PEROVSKA., and PALUSHI, L., “Geopolitical Influences of External Powers in The Western Balkans”, *The Hague Centre for Strategic Studies*, 2019, pp. 1-163.

- RUPNIK, J., « Changement d'époque en Europe », *Paysans & société*, vol. 5, n° 395, 2022, pp. 16-21.
- SABATINO, E., and LAWRENSON, T., "Russia a catalyst for EU Defence?", *International Institute for Strategic Studies*, 2025, pp. 1-5.
- SANTANDER, S., « L'Union Européenne, un inépuisable objet d'étude », *Cahiers de Science Politique de l'Université de Liège*, 2021, pp. 7-17.
- SCHIMMELFENNIG, F., "The Community Trap: Liberal Norms, Rhetorical Action, and the Eastern Enlargement of the European Union", vol. 55, 2001, pp. 47-80.
- SCHNEIDER, C., et TUCNY, E., « Réflexions sur la conditionnalité politique appliquée à l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 33, n° 3, 2002, pp. 11-44.
- SCHWARZ, O., "Russia's war against Ukraine: a geopolitical turning point for the EU enlargement?", *European journal of risk regulation (Cambridge University)*, 2025, pp. 1-18.
- TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *Politique étrangère*, vol. 3, 2023, pp. 37-48.
- VASAK, C., « Les Balkans occidentaux et la sécurité de l'Europe : enjeux et réponses des Européens », *Revue Défense nationale*, n° 850, 2022, pp. 60-63
- VIEILLEDENT, C., « Financements européens, conditionnalité et respect des valeurs, l'Union européenne s'arme », *Futuribles*, n° 459, 2024, pp. 79-88.
- VUKSANOVIC, V., "So Similar, Yet So Different: Russia and Turkey in the Western Balkans – The case of Serbia", *Uluslararası İlişkiler (International Relations)*, vol. 20, n° 79, 2023, pp. 105-122.

Sources juridiques :

- C.J.C.E., arrêt Costa c/ Enel, 15 juillet 1964, aff. C-6/64, CE:C:1964:64.
- Journal officiel de l'Union européenne (J.O.U.E.), C. 326 du 26.10.2012, art. 49

Publications

Issus des institutions européennes

- CAPRILE, A., and STANICEK, B., “Russia and the Western Balkans: Geopolitical confrontation, economic influence and political interference”, *European Parliamentary Research Service (ERPS)*, 2023, 8 p., available at: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/747096/EPRS_BRI\(2023\)747096_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/747096/EPRS_BRI(2023)747096_EN.pdf) (consulté le 30 novembre 2025).
- COMMISSION EUROPEENNE, « Communication de 2024 sur la politique d’élargissement de l’UE », 2024, 33p., disponible à l’adresse suivante : https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/7c67aed6-e7c2-47de-b3f8-b3edd26a3e26_fr?filename=COM_2024_690_1_FR_ACT_part1_v1.pdf (consulté le 20 mai 2026).
- COMMISSION EUROPENNE, « Serbie et Kosovo : un accord historique qui trace la voie à des avancées décisives dans leurs perspectives européennes », 2013, 2 p., disponible à l’adresse suivante : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_13_347 (consulté le 9 décembre 2025).
- DE MUNTER, A., « Les Balkans occidentaux », *Fiches thématiques sur l’Union européenne (Parlement européen)*, 2024, 6 p., disponible à l’adresse suivante : www.europarl.europa.eu/factsheets/fr (consulté le 9 décembre 2025).
- EUROPEAN COMMISSION, “2023 Communication on EU Enlargement Policy”, *EUR-Lex*, 2023, 104 p., available at: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex:52023DC0690> (consulté le 15 mai 2026).
- EUROPEAN COMMISSION, “Albania 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions”, *2025 Communication on EU enlargement policy*, 2025, 102 p., available at: https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/fe9138b7-90fe-4277-a12c-3a03f6d1957f_en?filename=albania-report-2025.pdf (consulté le 27 mars 2025).
- EUROPEAN COMMISSION, “Kosovo 2025 Report: communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions”, *2025 Communication on EU enlargement policy*, 2025, 99 p., available at: https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/127563ea-4c03-44a4-b56c-2d569afd86a5_en?filename=kosovo-report-2025.pdf (consulté le 16 avril 2026).

- EUROPEAN COMMISSION, “North Macedonia 2025 Report : communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions”, *2025 Communication on EU enlargement policy*, 2025, 105 p., available at: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52025SC0753&qid=1770568285770> (consulté le 17 avril 2026).
- EUROPEAN COMMISSION, “2025 Rule of Law Report – country chapter on Hungary”, *The rule of law situation in the European Union*, 2025, 42 p., available at: https://commission.europa.eu/document/download/524bd8d4-33ba-4802-891f-d8959831ed5a_en?filename=2025%20Rule%20of%20Law%20Report%20-%20Country%20Chapter%20Hungary.pdf (consulté le 14 avril 2026)
- EUROPEAN COMMISSION, “Serbia 2025 Report : communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions”, *2025 Communication on EU enlargement policy*, 2025, 114 p., available at: https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/6e68ce26-b95b-48e1-921a-c60c12da8f00_en?filename=serbia-report-2025.pdf (consulté le 16 avril 2026).
- JANSEN, T. and AHAMAD MADATALI, H., « Accords d’association entre l’Union européenne et la Géorgie, la Moldavie, et l’Ukraine – les voies de l’adhésion à l’Union » dans *Paix et Sécurité en 2022 du Service de recherche du Parlement européen (ERPS)*, 2022, 44 p., disponible à l’adresse suivante : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ffe3050a-139b-11ed-8fa0-01aa75ed71a1/language-fr/format-PDF/source-299085416> (consulté le 16 décembre 2025).
- PARLEMENT EUROPEEN, « Rapport sur les rapports 2023 et 2024 de la Commission sur la Serbie », *Commission des Affaires étrangères*, 2025, disponible à l’adresse suivante : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0072_FR.html (consulté le 19 mai 2026)

Instituts/centres politiques

- BURAS, P., and ENGJELLUSHE, M., “Catch-27: The contradictory thinking about enlargement in the EU”, *European Council on Foreign Relations*, 2023, available at: <https://ecfr.eu/publication/catch-27-the-contradictory-thinking-about-enlargement-in-the-eu/?utm> (consulté le 18 mai 2025)

- COSTA, O. *and al.*, “Report of the Franco-German Working Group on EU Institutional Reform. Sailing on High Seas: Reforming and Enlarging the EU for the 21st Century”, *The Group of Twelve*, 2023, 60 p., available at: <https://www.politico.eu/wp-content/uploads/2023/09/19/Paper-EU-reform.pdf> (consulté le 22 mai 2026).
- DARVAS, Z., DABROWSKI, M., GRABBE, H., LERY MOFFAT, L., SAPIR, A., and ZACHMANN, G., “The impact on the European Union of Ukraine’s potential future accession”, *bruegel*, 2024, 78 p., available at: <https://www.bruegel.org/sites/default/files/private/2024-04/Report%2002.pdf> (consulté le 10 mai 2026).
- ENGJELLUSHE, M., “Accelerate the accessions: why faster is better in EU enlargement policy?”, *European Council on Foreign Relations*, 2025, 21 p., available at: <https://ecfr.eu/wp-content/uploads/2025/12/Accelerate-the-accessions-Why-faster-is-better-in-EU-enlargement-policy-v2.pdf> (consulté le 20 mai 2026).
- MACEK, L., « Pour une adhésion graduelle à l’Union européenne », *Institut Jacques Delors*, 2023, 16 p., disponible à l’adresse suivante : https://institutdelors.eu/content/uploads/2025/04/PP290_Adhesion-graduelle_Macek_FR.pdf (consulté le 21 mai 2026)
- NOVASKOVIC, I., and PLAUSIC, T., “An analysis of Serbia’s alignment with the European Union’s foreign policy declaration and measures: Annual report for 2022”, *C.F.S.P. and Serbia’s Accession to the European Union*, 2022, 28 p., available at: <https://www.isac-fund.org/wp-content/uploads/2023/02/ISAC-CFSP-Analysis-2022-1.pdf> (consulté le 19 mai 2026).

Sites internet

Des institutions européennes

- BORRELL, J., “The Belgrade-Pristina Dialogue needs courage, vision and political will”, *European Union External Action*, 2024, available at: https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue-needs-courage-vision-and-political-will_en?utm (consulté le 20 mai 2026).
- COMMISSION EUROPEENNE, « États d’avancement : les négociations d’adhésion à l’UE », 2025, disponible à l’adresse suivante : https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/9717722a-97ac-4273-b4c0-58465215b1dd_en?filename=State-of-play%20accession%20negotiations-FR.pdf&prefLang=fr (consulté le 9 décembre 2025).

- COMMISSION EUROPEENNE, « Le paquet ‘élargissement’ 2025 montre les progrès accomplis par les principaux partenaires concernés par l’élargissement sur la voie de l’adhésion à l’UE », 2025, disponible à l’adresse suivante : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_25_2584 (consulté le 21 mai 2026).
- CONSEIL EUROPEEN, « les procédures de l’article 7 », 2025, disponible à l’adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/article-7-procedures/> (consulté le 13 avril 2026).
- CONSEIL EUROPEEN, « Sommet UE-Balkans occidentaux : Déclaration de Bruxelles », 2024, disponible à l’adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2024/12/18/brussels-declaration-18-december-2024/> (consulté le 7 mars 2025).
- CONSILIUM, « Réunion du Conseil européen (23-24 juin 2022) – Conclusions » *Conseil européen*, 2022, disponible à l’adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/media/57452/2022-06-2324-euco-conclusions-fr.pdf> (consulté le 21 mai 2026).
- CONSILIUM, « Conseil européen, 23-24 juin 2022 », *Conseil européen. Conseil de l’Union européenne*, 24 juin 2022, disponible à l’adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2022/06/23-24/> (consulté le 18 mai 2026).
- CONSILIUM, « Guerre d’agression menée par la Russie contre l’Ukraine : l’UE approuve le 17^e train de sanctions », *Conseil européen. Conseil de l’Union européenne*, 2025, disponible à l’adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/05/20/russia-s-war-of-aggression-against-ukraine-eu-agrees-17th-package-of-sanctions/> (consulté le 15 mai 2026).
- CONSILIUM, « Politique d’élargissement de l’UE : Monténégro », *Conseil européen. Conseil de l’Union européenne*, 2026, disponible à l’adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/montenegro/> (consulté le 14 avril 2026).
- CONSILIUM, « Politique d’élargissement de l’UE : Serbie », *Conseil européen. Conseil de l’Union européenne*, 2025, disponible à l’adresse suivante : https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/6e68ce26-b95b-48e1-921a-c60c12da8f00_en?filename=serbia-report-2025.pdf (consulté le 14 avril 2026).

- CONSILIUM, « Réunion de la Communauté politique européenne, 2 octobre 2025 », *Conseil européen. Conseil de l'Union européenne*, 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-summit/2025/10/02/> (consulté le 21 mai 2026)
- CONSILIUM, “Timeline – Article 7: the story so far”, *European Council, Council of the European Union*, 2026, available at: <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/article-7-procedures/timeline-the-story-of-article-7/> (consulté le 8 mai 2026).
- EUR-LEX, glossaire des synthèses, « Critères d’adhésion (critères de Copenhague) », *l'accès au droit de l'Union européenne*, 2021, disponible à l'adresse suivante : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=LEGISSUM:accession_criteria_copenhague (consulté le 10 avril 2026).
- EUR-LEX, glossaire des synthèses, « Processus d’adhésion à l’UE », *l'accès au droit de l'Union européenne*, 2021, disponible à l'adresse suivante : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=LEGISSUM:member_states_accession (consulté le 10 avril 2026).
- EUROPEAN COMMISSION, “Commission releases 158,9 million euros to Albania, Montenegro and North Macedonia under EU Growth Plan for the Western Balkans”, 2026, available at : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_26_1106 (consulté le 20 mai 2026).
- EUROPEAN COMMISSION, “Growth Plan for the Western Balkans”, *Enlargement and Eastern Neighborhood*, 2023, available at: https://enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/growth-plan-western-balkans_en (consulté le 19 mai 2026).
- EUROPEAN UNION EXTERNAL ACTION, “Remarks by High Representative/Vice-President Federica Mogherini following the Foreign Affairs Council”, *The Diplomatic Service of the European Union*, 2017, available at : https://www.eeas.europa.eu/node/22056_en (consulté le 11 mai 2026)
- PARLEMENT EUROPEEN, « Serbie : polarisation et hausse de la répression », *Briefing*, 2025, disponible à l'adresse suivante : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20251016IPR30951/serbie-les-deputes-reclament-justice-un-an-apres-la-tragedie-de-novi-sad> (consulté le 20 mai 2026).

- THINK TANK, “China’s strategic interests in the Western Balkans”, *European Parliament*, 2022, available at: [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2022\)733558](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2022)733558) (consulté le 13 mai 2026).
- « un nouveau cadre juridique pour les relations UE-Serbie », Briefing (Parlement européen), 2011, disponible à l’adresse suivante : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2011-01-17/3/un-nouveau-cadre-juridique-pour-les-relations-ue-serbie> (consulté le 21 novembre 2024).

Divers

- “Balkan Barometer 2025 Public Opinion”, *Regional Cooperation Council*, 2025, available at: https://www.rcc.int/balkanbarometer/key_findings_2025/2/ (consulté le 5 mai 2026)
- CIGONLINE, “Foreign Policy Alignment of Western Balkans in EU”, *Council for Inclusive Governance*, 2023, available at: <http://cigonline.net/wp-content/uploads/2023/05/Foreign-Policy-Alignment-of-Western-Balkans-with-European-Union-ENG.pdf> (consulté le 10 mai 2026).
- EUROPEAN WESTERN BALKANS, “Merz proposes ‘innovation solutions’ for integration of Ukraine, Balkans and Moldova”, 2026, available at: <https://europeanwesternbalkans.com/2026/05/21/merz-proposes-innovative-solutions-for-integration-of-ukraine-balkans-and-moldova/> (consulté le 29 mai 2026)
- ISD Global, “Monitoring Influence & Disinformation Campaigns in the Western Balkans (MEDIWEB)”, 2024, available at: <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2024/12/Monitoring-Influence-and-Disinformation-Campaigns-in-the-Western-Balkans.pdf> (consulté le 12 mai 2026).
- JUZOVA, J., “Serbia : The Dilemma between European Accession and Alliance with Russia”, *Institut Européen de la Méditerranée*, 2023, available at: <https://www.iemed.org/publication/serbia-the-dilemma-between-european-accession-and-alliance-with-russia/?lang=fr> (consulté le 19 mai 2026).
- KOTSEVA, A., “Chinese loans fuel Serbia’s growth, but at what cost?”, *News & views. The cooperative media startup*, 2026, available at: <https://eualive.net/chinese-loans-fuel-serbias-growth-but-at-what-cost/> (consulté le 13 mai 2026).

- KRSTINOVSKA, A., “Western Balkans Economic cooperation with China: between “positive” conditionality and economic coercion”, *China observer*, 2024, available at: <https://chinaobservers.eu/western-balkans-economic-cooperation-with-china-between-positive-conditionality-and-economic-coercion/> (consulté le 13 mai 2026).
- LASHYN, S., “Fast-Tracking Applications for EU Membership”, *European Law Blog*, 2025, available at: <https://www.europeanlawblog.eu/pub/6i9a35im/release/1> (consulté le 21 mai 2026)
- LIKA, L., « Les Balkans occidentaux entre l’intégration européenne et la projection d’influence des puissances émergentes », BePolitix (ABSP), 2020, disponible à l’adresse suivante : <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/255237/1/Liridon%20Lika%20BePolitix.pdf> (consulté le 9 avril 2026).
- MUCZNIK, M., “The European (geo)political community and enlargement reform: Two important but separate discussions”, *European Policy center*, 2022, available at: <https://www.epc.eu/publication/The-European-geopolitical-community-and-enlargement-reform-49e404/> (consulté le 21 mai 2026).
- OCVIRK, M., “‘Limited to Some Progress’: The Need to Re-Energize the Enlargement Process in the Western Balkans”, *Wilson Center*, 2023, available at: <https://afghanistan.wilsoncenter.org/article/limited-some-progress-need-re-energize-enlargement-process-western-balkans?utm> (consulté le 18 mai 2026).
- “Patriots for Europe”, available at: <https://www.patriotsforeurope.eu/> (consulté le 6 mai 2026)
- STOJANOVIC, M., “Serbia backs UN Resolution Against Russian Annexations in Ukraine”, *BalkanInsight*, 2022, available at: <https://balkaninsight.com/2022/10/13/serbia-backs-un-resolution-against-russian-annexations-in-ukraine/bi/serbia/> (consulté le 20 mai 2026).
- STRATULAT, C., “A schizophrenic EU enlargement package”, *European Policy Centre*, 2023, available at: <https://www.epc.eu/en/Publications/Enlargement-Package-marks-a-turn-in-policy-to-the-East~558a70> (consulté le 28 avril 2024).
- TOUTEL’EUROPE, « Kosovo : où en est la procédure d’adhésion à l’Union européenne ? », 2025, disponible à l’adresse suivante : <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/kosovo-ou-en-est-la-procedure-d-adhesion-a-l-union-europeenne/> (consulté le 16 avril 2026).

- TOUTEL'EUROPE, « La Procédure d'adhésion à l'Union européenne », *Fonctionnement de l'UE*, 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/la-procedure-d-adhesion-a-l-union-europeenne/> (consulté le 10 avril 2026).

Discours :

- VON DER LEYEN, U., “State of the Union Address”, *European Commission*, 2022, available at: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_22_5493 (consulté le 14 mai 2026)

Articles de presse

- DELAUNEY, G., “Kosovo-Serbia row leaves Nato peacekeepers under attack”, *BBC*, 2023, available at: <https://www.bbc.com/news/world-europe-65754211> (consulté le 16 avril 2026).
- EURONEWS, « Le Monténégro fait un pas de plus vers l'adhésion à l'Union européenne », 2026, disponible à l'adresse suivante : <https://fr.euronews.com/my-europe/2026/04/25/le-montenegro-fait-un-pas-de-plus-vers-ladhesion-a-lunion-europeenne> (consulté le 8 mai 2026).
- EUROPEAN WESTERN BALKANS, “AFET adopts reports on Albania and Montenegro, encourages further reforms”, 2026, available at: <https://europeanwesternbalkans.com/2026/05/05/afet-adopts-reports-on-albania-and-montenegro-encourages-further-reforms/> (consulté le 8 mai 2026).
- LE PAVOUS, J., « En Hongrie, la camp Orban nage dans la crise », *Le Soir*, 2026, disponible à l'adresse suivante : <https://www.lesoir.be/743662/article/2026-04-28/en-hongrie-le-camp-orban-nage-dans-la-crise> (consulté le 19 mai 2026).

Entretiens

- ANNEXE 1 : *Entretien avec Robert Dopchie, Université de Liège, Liège, le 26 septembre 2025.*

- ANNEXE 2 : *Entretien avec Neira Sabanovic, Université Libre de Bruxelles, Liège, le 2 mars 2026.*
- ANNEXE 3 : *Entretien avec Anton Vukpalaj, Université de Pristina, Liège, le 30 mars 2026.*

Annexes